Maîtrise en relations industrielles et en ressources humaines

REI 7114 Mémoire

Interaction entre le mouvement syndical et la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations

Le cas du Brésil (1930-1968)

Par

Alain Vallée

Directeur de recherche : Guy Bellemare

Département de relations industrielles
Université du Québec à Hull

Automne 2001

Tables des matières

Remerciements **5**

Liste des abréviations **6**

Liste des tableaux et schémas **7**

Introduction **9**

Question de recherche *12*

Questions spécifiques *13*

Délimitation du champ d'analyse dans l'espace et le temps *13*

Développement **15**

1. Stratégies de développement du Tiers-Monde *16*

1.1. Les quatre modèles qui guident les stratégies du développement industriel indépendant 21

1.2. L'économie primaire extravertie 22

1.3. La stratégie d'industrialisation par substitution aux importations 24

La stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (1ière phase) 28

La stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (2ième phase) 30

1.4. La stratégie d'industrialisation par promotion des exportations 32

2. Stratégie de recherche *37*

2.1. Méthodologie 38

2.1.1. Analyse socio-historique 38

2.1.2. Méthodes d'analyse des données et stratégie de recherche. 39
2.1.3. Proposition de recherche 41
2.1.4. Cadre conceptuel 42
2.1.5. Limites du projet de mémoire 43

3. Mise en place des diverses stratégies de développement au Brésil 45

3.1. Évolution de la gouverne politique au Brésil 47
3.2. Implantation des stratégies de développement au Brésil 51
3.2.1. Implantation de la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (1ière phase) au Brésil (1930-1955) et ses résultats macro-économiques 52
3.2.2. Implantation de la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (2ième phase) au Brésil (1955-1968) et ses résultats macro-économiques 56

4. Les débuts et l'évolution du syndicalisme brésilien 61

4.1. Le syndicalisme brésilien durant la 1ière phase d'industrialisation par substitution aux importations (1930-1955) 64
4.2. Le syndicalisme brésilien durant la 2ième phase d'industrialisation par substitution aux importations (1955-1968) 73

5. Analyse socio-historique 86

5.1. Analyse des interrelations entre la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (1ière phase) et le mouvement syndical. 87
5.2. Analyse des interrelations entre la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (2ième phase) et le mouvement syndical. 90
5.3. Analyse socio-historique 91
Période du fascisme corporatiste 94
Période populiste 95
Période militariste 97

Conclusion **99**

La théorie de la régulation et le sous-développement *102*

Rapport salarial - mouvement syndical *104*

Régime d'accumulation - stratégie d'industrialisation *105*

Glossaire **109**

Annexe **110**

Présidents du Brésil *110*

Bibliographie **111**

Index **116**

Remerciements

Je tiens à remercier M. Guy Bellemare, mon directeur de mémoire, pour son soutien, sa contribution et son encadrement soutenu tout au long de ce projet. J'aimerais également remercier M. Manfred Bischoff et M. Louis Favreau pour leur participation à titre de membre du comité d'évaluation. Un merci tout spécial à mes parents, Gisèle, Michel et à Isabelle.

Liste des abréviations

ANL:	*Aliança Nacional Libertadora*
BNDE:	*Banco Nacional de Desenvolvimento Económico*
CGT:	*Comando Geral dos Trabalhardores*
CLT:	*Consolidação das Leis do Trabalho*
COB :	Confédération des travailleurs brésiliens
CTB:	*Confederação dos Trabalhadores do Brasil*
DIEESE:	*Departamento Intersindical de Estatística e Estudos Sócio-Econômicos*
DNES:	*Departamento Nacional de Emprego e Sálario*
ECLA:	*Economic Commission for Latin America*
FMI:	Fond monétaire international
IPE:	Industrialisation par promotion des exportations
ISI:	Industrialisation par substitution aux importations
MTIC:	*Ministério do Trabalho, Indústria e Comércio*
MUT:	*Movimento Unifacador dos Trabalhadores*
PCB :	Parti communiste brésilien
PTB:	*Partido Trabalhista Brasileiro*
PUI :	*Pacto de Unidade Intersindical*
SEPT :	*Servicio de Estatística da Providência e Trabalho*
UDN:	*União Democrática Nacional*

Liste des tableaux et schémas

Schéma 1. Les stratégies de développement au Brésil : 14

Schéma 2. Les principaux courants d'analyse du Tiers-Monde : 20

Schéma 3. Stratégie primaire extravertie :..... 23

Schéma 4. Politique de substitution aux importations :..... 27

Schéma 5. Stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (1ière phase) :... 29

Schéma 6. Stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (2ième phase) :.. 31

Schéma 7. Politique de promotion des exportations : 33

Schéma 8. Stratégie d'industrialisation par promotion des exportations (1ière phase) :..... 35

Schéma 9. Plan théorique de réalisation du projet :..... 42

Schéma 10. Taux de croissance de la production domestique brute 1921-1974 :. 59

Schéma 11. Indice des salaires réels (1940-1950) : 69

Schéma 12. Indice des salaires réels: 74

Schéma 13. Comparaison sectorielle par période au Brésil : 93

Schéma 14. Théorie de la régulation : 101

Schéma 15. Lien entre formes institutionnelles et mouvement syndical :..... 104

Schéma 16. Lien entre régime d'accumulation et stratégie d'industrialisation :..... 105

Schéma 17. Application théorique au cadre conceptuel :..... 108

Introduction

Problématique de recherche

Avant de commencer toute démarche, il m'apparaît essentiel de justifier le choix du sujet pour ce travail de recherche. Au cours des dernières années, plusieurs auteurs et études ont tenté d'expliquer les causes du sous-développement ainsi que la façon d'y remédier. Les auteurs de l'école libérale prétendaient que le sous-développement était tout simplement un retard historique de l'évolution socio-économique dans la croissance naturelle d'une société. De son côté, l'école marxiste soutenait que le sous-développement était le résultat de l'extension du capitalisme et de l'échange inégal dans l'économie mondiale capitaliste, d'où la dialectique centre-périphérie. Il y aurait «les pays industrialisés où la hausse de la productivité a entraîné des salaires plus élevés et les pays sous-développés où les gains de productivité ont seulement provoqué des baisses de prix».[1] De nos jours, on remarque cependant que la réalité est beaucoup plus complexe et qu'il y a toujours une situation éprouvante pour les habitants du Tiers-Monde.

> Le Tiers-Monde offre aujourd'hui une image autrement complexe, plus diversifiée et donc plus riche que celle suggérée par la théorie. Chaque pays a expérimenté plusieurs politiques différentes, voire concurrentes, chacune s'imposant à un moment donné en fonction des tensions sociales et politiques internes et en fonction de la marge de manœuvre laissée par le système mondial.[2]

C'est pourquoi plusieurs experts et penseurs en sont arrivés à proposer différentes stratégies de développement du Tiers-Monde afin de remédier au sous-développement. Ils ont conçu certains modèles du développement industriel. Parmi ces modèles, on retrouve

---

[1] Jacquemot, Pierre et Marc Raffinot. Accumulation et développement: dix études sur les économies du Tiers-Monde, Paris, L'Harmattan, 1985, p.32.
[2] Jacquemot, Pierre et Marc Raffinot. Ibidem, p.8-9.

la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations*[3] qui fut adoptée notamment par plusieurs pays d'Amérique latine et dont le chef de file est le Brésil.

Au cours des dernières années, plusieurs recherches d'économie politique du développement ont porté sur l'analyse des différentes stratégies d'industrialisation et des différents modèles du développement industriel dans les pays en voie de développement et plus particulièrement au Brésil.[4] Une grande partie d'entre elles ont fait état des résultats quantitatifs et qualitatifs (principalement au niveau de la croissance économique qu'on a pu vérifier dans ces pays). Plusieurs facteurs et phénomènes peuvent expliquer le choix effectué par les pays de cette région quant à la stratégie d'industrialisation privilégiée, ainsi que les résultats qui en ont découlé. La littérature en économie politique du développement en fait grandement état.[5] Cependant, peu d'études viennent souligner et analyser les interactions entre l'adoption de la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations* et le *mouvement syndical* national (*action* et *structure syndicale*). Notre projet tire son originalité du fait que cette question n'a, à notre connaissance, jamais été posée directement. Il s'agit d'une problématique qui nous semble intéressante. D'ailleurs, une recherche de type exploratoire pourrait mieux nous faire comprendre l'interrelation qui existe entre ces deux variables. Nous pourrions mettre toute l'emphase sur l'étude de la *structure syndicale*, qui semble à priori être l'élément central, mais le volet *action syndicale* ajouté fait en sorte de voir s'il y a une distinction à faire entre *ce qui devrait être* et *ce qui est,* entre l'institutionnel et la pratique, entre la théorie et la réalité. C'est donc dans le but d'approfondir cette problématique, qui demeure encore de nos jours peu connue, qu'une étude de cas s'avère intéressante, d'autant plus que la situation syndicale

---

[3] Nous définirons en détails cet élément plus loin, au chapitre 1.3.

[4] On pourrait souligner particulièrement: Evans (1987), Felix (1986), Gereffi (1990), Lin (1989), Mahon (1992), Rhys (1991) et Wyman (1990).

[5] On peut penser ici à: Ranis (1985), Ranis et Orrock (1985), Sachs (1985), Evans (1987), Gereffi et Wyman (1987), Lin (1988), Harberger (1988), Fishlow (1989), Whitehead (1989), Rhys (1991), Mahon (1992), etc.

actuelle qui prévaut au Brésil s'explique en grande partie par celle qui a prévalu à cette époque.[6]

Il est à noter que le but de la présente recherche n'est pas de faire la promotion politico-administrative d'une stratégie du développement industriel particulière appliquée au domaine des relations industrielles. Ainsi, il ne s'agit aucunement d'une étude à finalité politique visant à justifier ou à promouvoir des décisions politico-administratives. Ici, il est plutôt question d'une étude à finalité scientifique qui a pour but «de comprendre et expliquer ce qu'il y a à la fois de commun et de différent dans les diverses sociétés humaines avec comme perspective la fourniture à l'ensemble de la société de bases plus «raisonnables», mais aussi moins immédiates, de réflexion pour l'*action*».[7]

Question de recherche

Quelles sont les interactions entre le *mouvement syndical*[8] et l'État concernant et résultant de la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations*[9] ?

---

[6] Étant donné qu'il s'agit d'une étude sur les politiques de développement industriel, et que par conséquent, nous allons concentrer nos recherches sur le mouvement syndical (acteur principal de cet environnement), nous allons volontairement laisser de côté une analyse plus poussée en termes de classes sociales.

[7] Théret, Bruno. *Méthodologie des comparaisons internationales, approches de l'effet sociétal et de la régulation: fondements pour une lecture structuraliste des systèmes nationaux de protection sociale*, dans L'Année de la régulation, Vol. 1, 1997, p. 165.

[8] Nous allons particulièrement nous attarder sur la structure et l'action du mouvement syndical national.

[9] La stratégie d'industrialisation par substitution aux importations consiste en une des nombreuses stratégies nationales du développement industriel d'économie politique, que nous définirons au chapitre 1.

Questions spécifiques

1. Quel est l'impact de l'adoption et de la conduite de la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations* sur :

    - l'*action syndicale* nationale, tant au niveau d'agent de revendications professionnelles, que celui d'agent de transformation sociale ?

    - les structures syndicales nationales ?

    - les relations des différents syndicats nationaux avec l'État ?

2. Existe-t-il un impact de l'*action* du *mouvement syndical* sur l'adoption et la conduite d'une politique économique de substitution aux importations ?

    - Est-ce que le *mouvement syndical* peut influencer, positivement ou négativement, l'adoption (ou le rejet) d'une stratégie de développement ?

    - Si oui : quelle est l'étendue du rôle et de l'impact du *mouvement syndical* sur la réalisation d'une nouvelle stratégie de développement ?

Délimitation du champ d'analyse dans l'espace et le temps

Afin d'analyser les interactions de l'adoption et de la conduite d'une *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations* sur l'*action* et la *structure syndicale* dans des pays du Tiers-Monde, nous avons opté pour une étude de cas. Pour mener à terme notre projet de recherche, nous utilisons comme sujet d'analyse le Brésil des années 1930-1968 (Amérique latine) qui est le pays ayant le plus préconisé et favorisé la *stratégie d'industrialisation de substitution aux importations*.

Comme on peut le constater dans le schéma 1, le Brésil a connu sa phase d'exportation de matières premières entre 1880-1930. Il a ensuite opté pour l'instauration

de la 1ière phase d'industrialisation par substitution aux importations entre les années 1930-1955. Par la suite, le Brésil a entrepris la deuxième phase d'*industrialisation par substitution aux importations* qu'on situe entre 1955-1968. En ce qui nous concerne, nous allons nous attarder sur la période 1930-1968 qui représente le cœur de notre projet.

Schéma 1. Les stratégies de développement au Brésil :[10]

Brésil	**1880-1930**	**1930-1955**	**1955-1968**	**1968-...**
	Exportation de matières premières	1ière phase ISI	2ième phase ISI	Promotion de la diversification aux exportations Suite de la 2ième phase ISI

Légende:

ISI: industrialisation par substitution aux importations

[10] Gereffi, Gary. *Paths of Industrialization: An Overview*, dans Manufacturing Miracles: Paths of Industrialization in Latin America and East Asia, Chapitre 1, Princeton University Press, Princeton, 1991, p.18.

Développement

1. Stratégies de développement du Tiers-Monde

Dans ce chapitre, nous présenterons une des variable de notre objet d'étude : la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations* (ISI). Pour y arriver, nous la situerons par rapport à l'ensemble des stratégies industrielles de développement du Tiers-Monde tout en nous y attardant plus en détails. Avant d'aborder la notion de stratégie de développement proprement dit, il serait d'abord préférable de définir le concept de développement. Grellet définit le développement comme étant «le processus par lequel une société parvient à satisfaire les besoins qu'elle considère comme fondamentaux».[11] De là, on remarque deux aspects importants de cette définition, à savoir que «le développement est un processus et il ne peut se juger que par rapport à certaines valeurs».[12] Ceci étant dit, on en arrive à la conclusion qu'il n'y a aucun instrument de mesure ou indicateur qui puisse juger les valeurs reliées au développement. Bien souvent, on associe croissance et développement, mais «il est par contre possible d'imaginer un développement sans croissance dans un pays où le PIB par tête n'augmenterait pas, mais qui parviendrait à une meilleure justice sociale et à une réduction des gaspillages au profit des besoins essentiels de sa population».[13]

Il serait également important de définir le concept de stratégies de développement. Gereffi le définit comme étant des "*sets of government policies that define and mediate a country's relationship to the global economy. They also affect the domestic allocation of resources among industries and distinct social groups and thus embody national priorities*

---

[11] Grellet, Gérard. Structures et stratégies du développement économique, Thémis, Presses Universitaires de France, 1986, p.29.
[12] Grellet, Gérard. Ibidem, p.29.
[13] Grellet, Gérard. Ibid., p.30.

regarding economic growth and equity"[14]. Tout cela se concrétise par une orientation politique, la mise en place de plans et la prise de positions.[15]

C'est ainsi qu'on arrive à définir ce qu'est une politique de développement :

Un ensemble de choix concernant les objectifs et les moyens suivants :[16]

- le choix d'un système économique : place du marché, de la planification, réformes agraires;
- le choix de secteurs prioritaires : agriculture, industrie, types d'industries;
- le choix d'un système de répartition plus ou moins égalitaire;
- le choix d'un système d'accumulation plus ou moins intensif;
- le choix d'un système de décisions plus ou moins centralisé;
- le choix de techniques; et
- le choix d'une politique à l'égard de l'extérieur : faut-il accueillir les multinationales, s'intégrer au marché mondial? Faut-il acheter des biens d'équipements sophistiqués ou utiliser des industries légères? Le protectionnisme doit-il protéger les industries naissantes?…

Comme le mentionne Alain Zantman, «toute stratégie de développement suppose une analyse des symptômes».[17] Comme on peut le voir dans le schéma 2, il existe plusieurs courants, en ce qui concerne l'analyse des symptômes du Tiers-Monde. Mais

---

[14]Gereffi, Gary. *Development Strategies and the Global Factory*, dans The Annals of the American Academy of Political and Social Science, sept. 1989, p.94.
[15]Gereffi, Gary. Ibidem, p.94.
[16]Brémond, J. A. Gélédan. Dictionnaire économique et social, Hatier, Collection J. Brémond, Paris, 1990, p. 349.
[17]Zantman, Alain. Le Tiers-Monde: Les stratégies de développement à l'épreuve des faits..., Hatier, Collection J. Brémond, Paris, 1990, p.298.

une fois le diagnostic complété, quel que soit le courant d'analyse privilégié, l'essentiel reste à faire. Il faut élaborer une ou des stratégies de développement qui pourront régler les problèmes du Tiers-Monde. D'ailleurs, il faut mentionner ici qu'il s'agit de formalisations théoriques et que les politiques peuvent être diverses. Ceci dit, ces stratégies ont inspiré des politiques nationales. Notre but ici n'est pas de concevoir une stratégie ou un modèle de développement industriel du Tiers-Monde, ni même d'effectuer une critique des stratégies établies dans la littérature en économie politique du développement. Notre but est plutôt d'étudier les interactions entre l'implantation d'une stratégie de développement industriel (*stratégie d'industrialisation de substitution aux importations*) et le *mouvement syndical*. Pour y parvenir, nous tenterons de décrire brièvement cette stratégie, tant au niveau conceptuel que dans son implantation, en utilisant notre sujet d'analyse (Brésil). Par la suite, il sera possible d'évaluer ses répercussions sur le *mouvement syndical* national, et vice versa. C'est cette proposition qui fera l'objet de ce mémoire.

Schéma 2. Les principaux courants d'analyse du Tiers-Monde :[18]

Les principaux courants d'analyse du Tiers-Monde					
Mono-économisme libéral	Mono-économisme interventionniste	Mono-économisme marxien	Développementalistes	Structuralistes	Néo-marxistes
Thèmes centraux Théorie de la Croissance Transmise : Par le commerce international (spécialisation selon la loi des avantages comparatifs) Par les Mouvements de Capitaux Politique libérale Optimum des ressources par le libre jeu du marché	**Thèmes centraux** • Théorie du protectionnisme éducateur dans les 1ières phases du développement • L'insuffisance de la demande effective engendre la sous-utilisation des facteurs de production (donc le chômage)	**Thèmes centraux** • Théorie de l'exploitation • Théorie de la diffusion internationale du capitalisme en raison de : l'insuffisance de débouchés et de l'excès de capitaux disponibles	**Thèmes centraux** Le dualisme • La recherche de stratégie hétérodoxe pour dépasser le cercle vicieux de la pauvreté • La modélisation mono et pluri-sectorielle de l'accumulation	**Thèmes centraux** • Hiérarchisation des relations économiques internationales entre Centre-Périphérie • Politiques de développement par substitution d'importations et forte intervention publique	**Thèmes centraux** • Exploitation du Tiers-Monde par les agents économiques dominants des métropoles du capitalisme • Diffusion inégale des formes d'organisation capitalistes modernes (Fordisme...) • Dénonciation des firmes et des banques multinationales
Auteurs majeurs A. Smith D Ricardo W.W. Rostow F.M.I.	**Auteurs majeurs** F. List J.M. Keynes R. Harod	**Auteurs majeurs** K. Marx R. Luxembourg V.I. Lénine	**Auteurs majeurs** A. Ranis A.O. Hirschmann Banque mondiale	**Auteurs majeurs** *Commission Économique des Nations-Unies pour l'Amérique Latine (CÉPAL)* C. Furtado F. Perroux C. Diaz-Alejandro M.C. Tavares	**Auteurs majeurs** A. Emmanuel G. Frank C. Palloix École de la régulation R. Boyer C. Ominami A. Lipietz

[18]Zantman, Alain. Ibidem, p.312-313.

1.1. Les quatre modèles qui guident les stratégies du développement industriel indépendant

Selon les différentes études et analyses en économie politique du développement, des chercheurs de l'école structuraliste (voir schéma 2), principalement réunis au sein de la Commission Économique des Nations-Unies pour l'Amérique Latine (CÉPAL) ont mis en lumière l'existence de quatre grands modèles qui guident les stratégies du développement industriel[19], à savoir :

- le modèle de l'économie primaire extravertie
- l'industrialisation par substitution aux importations (1ière phase)
- l'industrialisation par substitution aux importations (2ième phase)
- l'industrialisation par promotion des exportations.

Même si ces modèles s'inscrivent dans une évolution logique, comme étant une succession d'étapes, cela n'est le cas que dans la théorie. Il appert que rares sont les situations où des États ont suivi les quatre phases dans cet ordre chronologique.[20] L'école structuraliste fait état d'une disparité qui ne fait que croître entre les économies des pays industrialisés (centre) et les pays en voie de développement (périphérie). Les structuralistes attribuent cette disparité au phénomène de la division internationale du travail qui a comme conséquence, de par son fonctionnement, que le centre s'approprie bénéfices et progrès techniques en gardant la périphérie liée à des activités très primaires. Le tout résulte pour les pays de la périphérie en une détérioration des termes de l'échange ainsi qu'une dépendance aux différents cycles économiques qui régissent les pays du centre.[21]

---

[19]Jacquemont Pierre et Marc Raffinot. Ibid, p.200-208.
[20]Jacquemont, Pierre et Marc Raffinot. Ibid., p.200-201.
[21] Zantman, Alain. Ibidem, p.304-305.

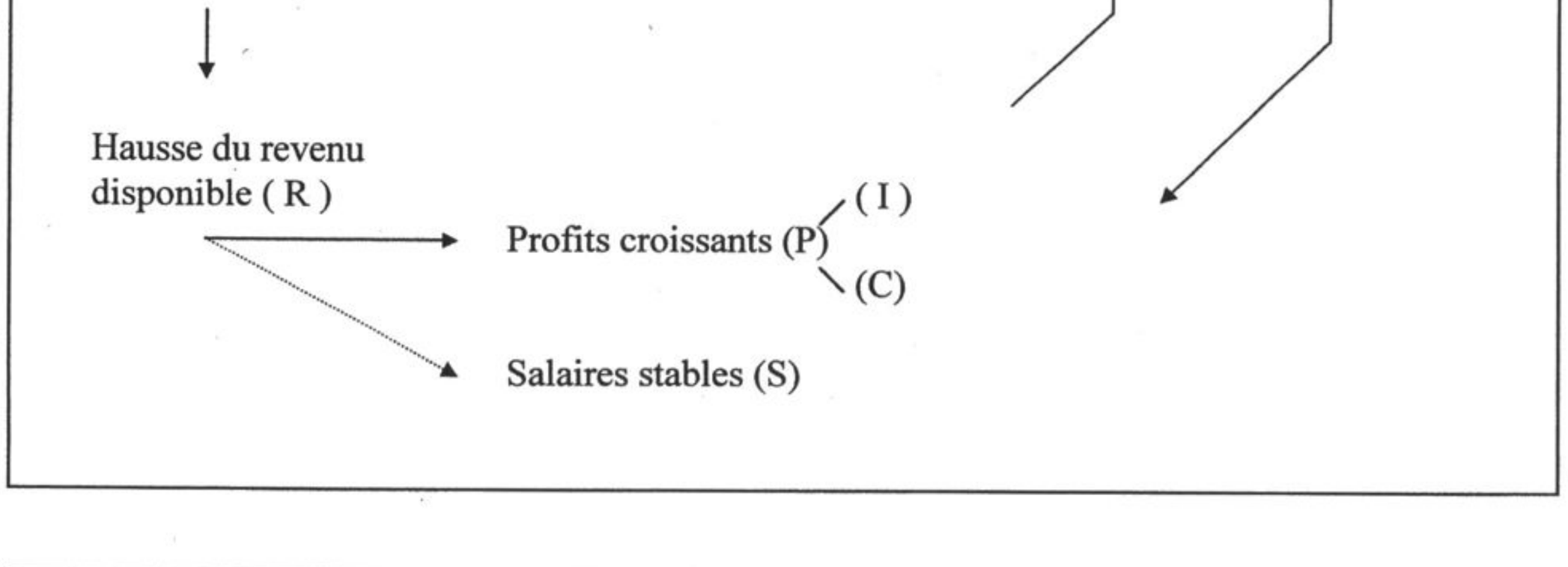
1.2. L'économie primaire extravertie

L'économie primaire extravertie est présente essentiellement dans les pays les plus défavorisés. Ce modèle économique s'apparente à la doctrine mercantiliste du XVI^{ième} et XVII^{ième} siècle. L'économie primaire extravertie se caractérise par un «secteur productif capitaliste qui est orienté vers des productions agricoles, minières ou énergétiques destinées au marché mondial».[22] Cette spécialisation forcée est le résultat de la règle de l'avantage comparatif, issue de la «loi de l'échange inégal», où le transfert entre le Centre et la Périphérie favorise grandement les pays développés (schéma 3).[23] En effet, «ce flux d'exportation s'accompagne d'un transfert de valeur dû au fait que les prix de production des marchandises en provenance de la Périphérie sont inférieurs à leur valeur».[24] Cet échange inégal permet tout de même un certain apport de capital dans les économies périphériques à des groupes relativement restreints qui en font cependant un usage non productif. De plus, l'échange avec les pays du centre permet de développer les secteurs propices à l'exportation. La problématique à laquelle fait face cette stratégie d'industrialisation s'explique par le fait que les profits que parvient à faire la périphérie retournent presque entièrement au centre sous forme d'importation de biens de luxe, et ce, suivant la logique de l'échange inégal. Il s'agit donc d'un modèle qui ne peut se développer au-delà d'un certain point étant donné le cercle vicieux qui le régit. Il faut considérer ce premier modèle comme étant une étape transitoire afin de développer un secteur d'exportation fort et concurrentiel. Une fois cette étape complétée, la théorie suggère qu'on passe à l'autre étape qu'est la substitution aux importations.[25]

---

[22]Jacquemont, Pierre et Marc Raffinot. Ibid., p. 201.
[23] On peut d'ailleurs souligner le caractère impérialiste du rapport centre-périphérie.
[24]Jacquemont, Pierre et Marc Raffinot. Ibid., p. 201.
[25]Jacquemont, Pierre et Marc Raffinot. Ibid., p. 201-202.

Schéma 3. Stratégie primaire extravertie :[26]



P/T	:	Productivité du travail
R	:	Surplus global
P	:	Profit
S	:	Masse des salaires
I	:	Investissement
C	:	Consommation

---

[26]Jacquemot, Pierre et Marc Raffinot. Ibid., p. 202.

1.3. La stratégie d'industrialisation par substitution aux importations

La *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations* peut se définir, selon Grellet comme étant «la mise en place d'un appareil productif afin de réduire la part des importations dans l'offre globale».[27] Elle tente de remédier aux problèmes de la détérioration des termes de l'échange. Il s'agit d'une tentative de rééquilibrer une balance commerciale déficitaire. La *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations* «permet d'économiser des devises, de diminuer la dépendance du pays et de renforcer le potentiel productif national».[28] Il faut d'abord noter que cette stratégie a comme élément central le développement du marché intérieur. Elle vise à «assurer un développement équilibré où la production nationale satisfait progressivement la demande interne en remplaçant les importations».[29] Pour y parvenir, les structuralistes soutiennent qu'il doit y avoir une hausse importante de l'intervention étatique.

> L'intervention de l'État a pour fonction d'assurer une «paix sociale» qui sécurise les investisseurs de mettre en place un capitalisme national orienté vers la réalisation des objectifs de substitution aux importations, de favoriser le développement des secteurs choisis par le soutien des investissements, le jeu des tarifs douaniers, la mise en place de moyens permettant une meilleure maîtrise des débouchés, en particulier par le développement de sociétés de commerce nationales.[30]

De plus, l'État adopte souvent une hausse des restrictions douanières. «Les interdictions d'importer et surtout les taxes douanières sont censées permettre la montée en puissance des industries nationales de remplacement des importations en les

---

[27]Grellet, Gérard. Ibid., p.81.
[28]Beitone, Alain, Christine Dollo, Jean-Pierre Guidoni et Alain Legardez. Dictionnaire des sciences économiques, Armand Collin, Collection Cursus, Paris, 1991, p. 300.
[29]Brasseul, Jacques. Introduction à l'économie du développement, Armand Colin, Cursus, Paris, 1989, p.143.
[30]Brémond, J et A. Gélédan. Dictionnaire des théories et mécanismes économiques, Hatier, Paris, 1984, p. 427.

soustrayant à une concurrence insoutenable».[31] Comme on peut le voir avec le schéma 4 qui se veut une schématisation de la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations*, cette stratégie n'est pas qu'économique. Elle a également des répercussions dans une multitude de secteurs, telles que stipulées selon les différents bilans d'expériences de plusieurs pays.

Le but visé par les structuralistes est de rendre les pays de la périphérie plus autonomes, en substituant par étape des productions nationales aux importations. Sur le plan opérationnel, la façon de procéder se détermine en fonction d'un ordre de priorité parmi l'ensemble des investissements indispensables.[32] «Cet ordre de priorité est donné par l'observation des flux d'importations : dès qu'un seuil critique d'importations est dépassé dans un secteur, une production nationale devient rentable. Les autorités économiques peuvent donc progressivement réduire les flux importés (adoption de mesures protectionnistes : taux de douanes élevés, recours aux contingentements et aux licences d'importation, surévaluation du change) laissant ainsi le champ libre à l'initiative privée ou publique».[33] Sur un plan plus théorique, la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations* comporte deux phases qui parfois ne peuvent être facilement différenciées du fait qu'elles s'entrecoupent. Cependant, il n'en demeure pas moins que dans les faits, la *stratégie d'industrialisation de substitution aux importations* (1ière phase) a été privilégiée par presque tous les pays du Tiers-Monde comme première étape dans leur développement industriel. Par la suite, une fois cette première phase d'*industrialisation par substitution aux importations* complétée, deux alternatives ont été appliquées (et observées) dans la pratique par des États du Tiers-Monde, et peuvent être mises en rapport avec l'évolution du processus de développement. Il y a soit une re-définition du cap en vue de privilégier l'exportation par l'industrialisation par promotion

---

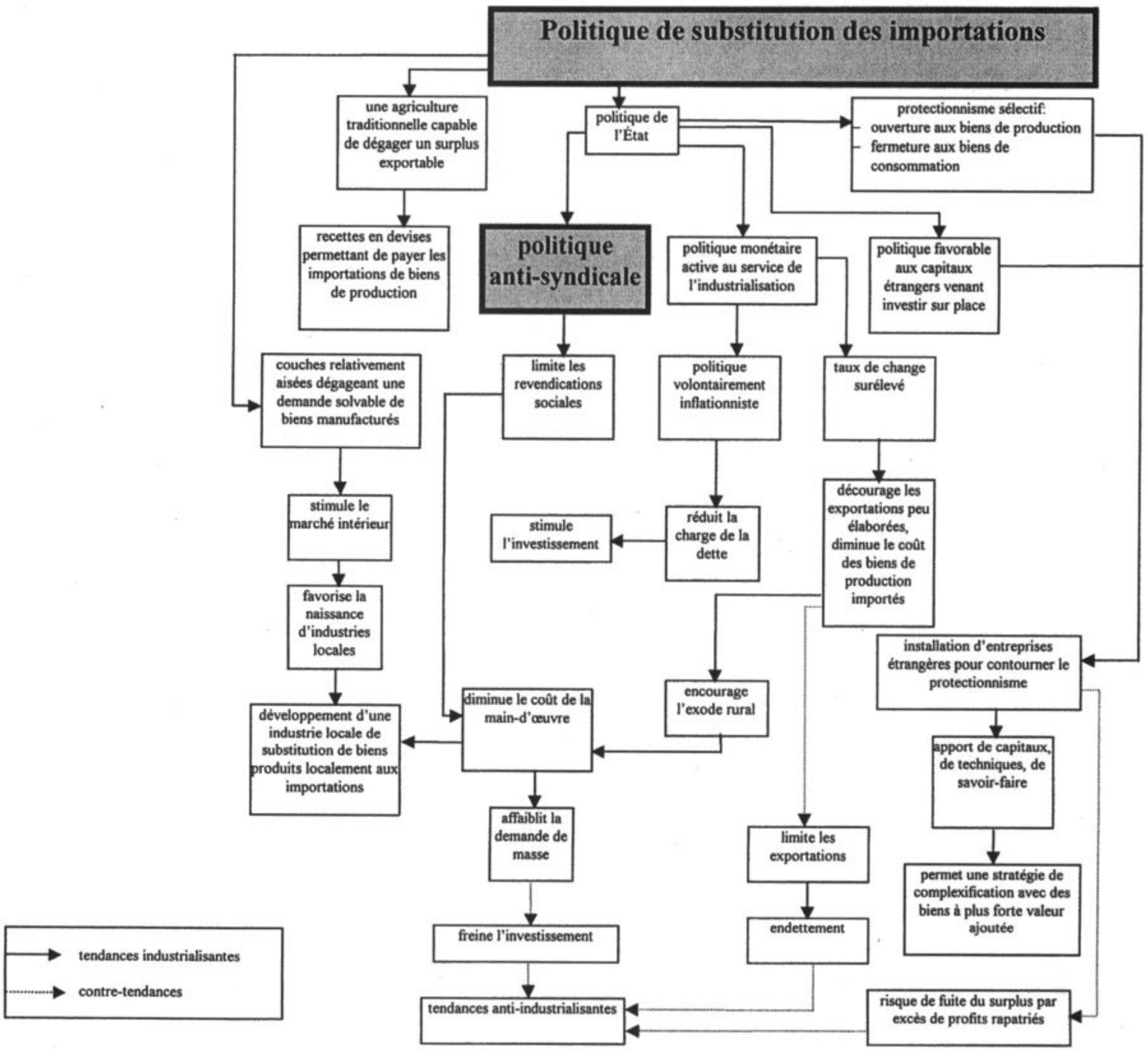
[31]Norel, Philippe. Ibid., p.21.
[32] Zantman, Alain. Ibidem, p.339.
[33] Zantman, Alain. Ibidem, p.339-341.

des exportations (1ière phase), ou bien faire le choix de continuer dans la même lancée avec la deuxième phase d'*industrialisation par substitution aux importations*.

Comme on peut le voir dans le schéma 4, la politique de *substitution aux importations* suggère dans sa conceptualisation une sorte de déterminisme qui fait ressortir dans son application une politique ou une action anti-syndicale. Malheureusement, les auteurs (Brémond et Gélédan) ne définissent pas précisément ce qu'ils entendent par une politique anti-syndicale. Cependant, à la lecture de leur schéma, nous pouvons conclure qu'elle se compose de mesures étatiques qui favorisent une limitation des revendications sociales provenant du *mouvement syndical* ainsi que de mesures limitant les coûts de la main-d'œuvre. S'inspirant ainsi de cette définition postulée de politique anti-syndicale, nous serons à même de définir, à l'aide du cas brésilien, la pertinence et l'exactitude de ce modèle théorique quant à son application.

Cependant, avant de passer à cette étape, nous allons définir plus en détails les deux phases qui caractérisent la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations* pour ensuite poursuivre notre description du quatrième modèle des stratégies du développement industriel indépendant à savoir : l'industrialisation par promotion des exportations.

Schéma 4. Politique de substitution aux importations :[34]



[34]Brémond, J et A. Gélédan. Ibidem, p. 426.

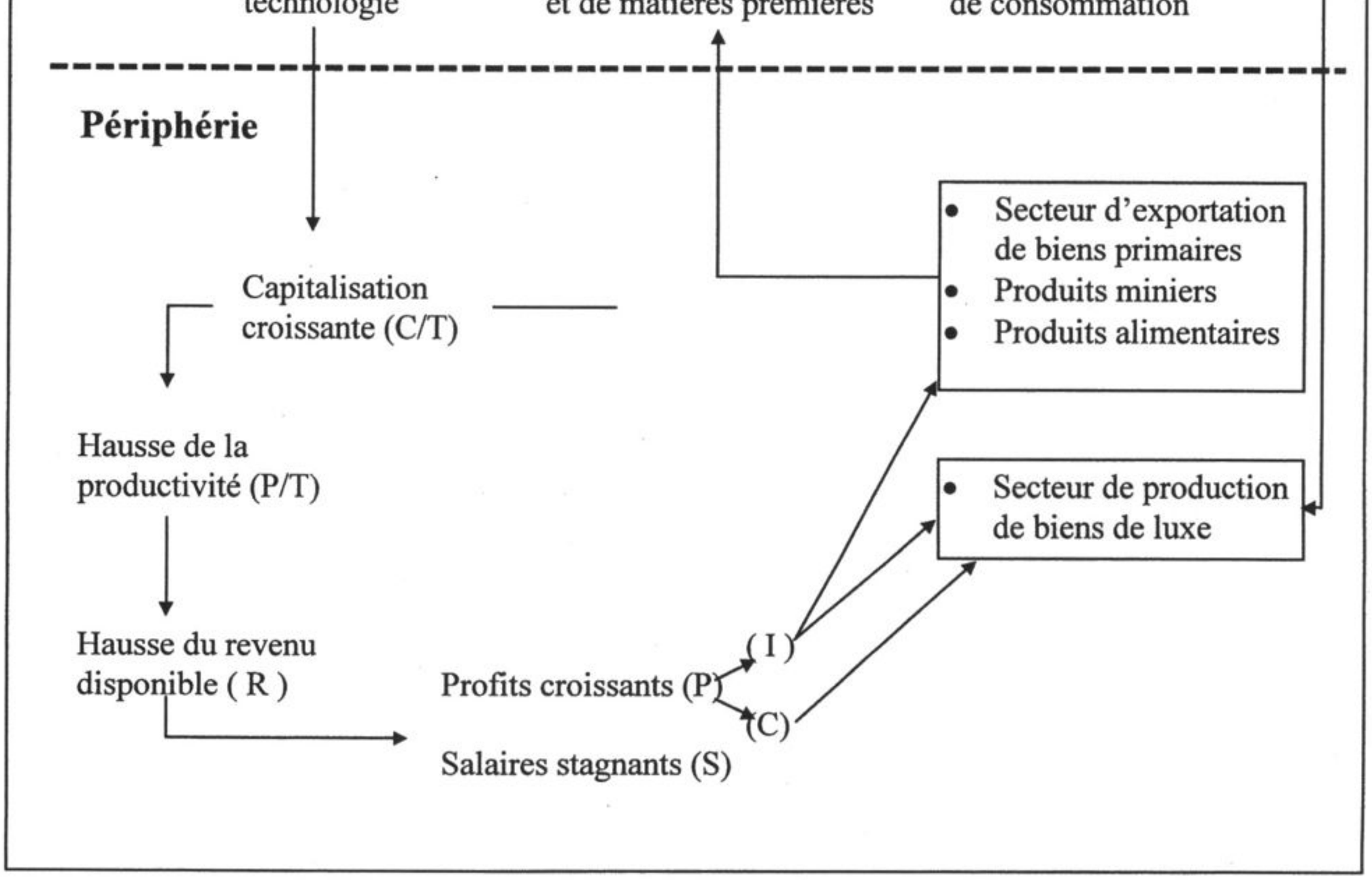
La stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (1ière phase)

La première phase est relativement simple, du moins au plan conceptuel, car elle est principalement axée autour du développement des industries de biens de consommation courants. Il s'agit de remplacer les biens de consommation provenant de l'extérieur par des biens de consommation produits à l'intérieur même du pays (schéma 5). Pour y parvenir, les autorités établissent des politiques étatiques qui visent principalement le secteur des biens de consommation primaire (textile, bois, etc.) où il n'y a pas de nécessité en terme de technologies ou de main-d'œuvre hautement qualifiée. Le but recherché est alors d'entraîner les gens à travailler, tout en développant l'entrepeneurship et en développant le secteur des technologies. Pour y parvenir, l'État adopte des politiques concrètes quant à l'augmentation des tarifs douaniers, la dévaluation monétaire, ainsi que des restrictions quantitatives ou même complètes sur les importations. Le but immédiat de la première phase étant de remplacer le plus rapidement possible les importations qui déséquilibrent la balance commerciale par des productions nationales. Par la suite, à l'aide de la nouvelle base industrielle obtenue, les autorités peuvent se concentrer à préparer un développement réellement autocentré et fondé sur la création d'une demande intérieure aussi large que possible. Cette première étape de la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations* permet d'économiser les devises, de diminuer la dépendance du pays et de renforcer le potentiel productif national. Cependant, à cette étape, «la production domestique augmente plus vite que la consommation domestique, puisqu'elle doit satisfaire l'augmentation de la consommation tout en remplaçant les importations».[35] Le problème résulte du fait que le «nouveau secteur industriel nécessite beaucoup de capitaux «mais que ceux-ci ne sont pas redistribués à leurs pleines valeurs car ce nouveau secteur nécessite une main-d'œuvre qualifiée et assez restreinte».[36] Afin de conserver une croissance industrielle forte, l'État doit passer à une autre étape et choisir entre

---

[35]Jacquemot, Pierre et Marc Raffinot. Ibid., p. 203.
[36]Jacquemot, Pierre et Marc Raffinot. Ibid., p. 203.

Schéma 5. Stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (1ière phase) :[37]



C/T	:	Dotation de capital par emploi
P/T	:	Productivité du travail
R	:	Surplus global
P	:	Profit
S	:	Masse des salaires
I	:	Investissement
C	:	Consommation

[37]Jacquemot, Pierre et Marc Raffinot. Ibid., p. 204.

l'exportation des produits manufacturés avec la stratégie d'*industrialisation par promotion des exportations*, ou d'un autre côté, décider d'approfondir davantage l'étape déjà entreprise en adoptant la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations* (2ième phase).

La stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (2ième phase)

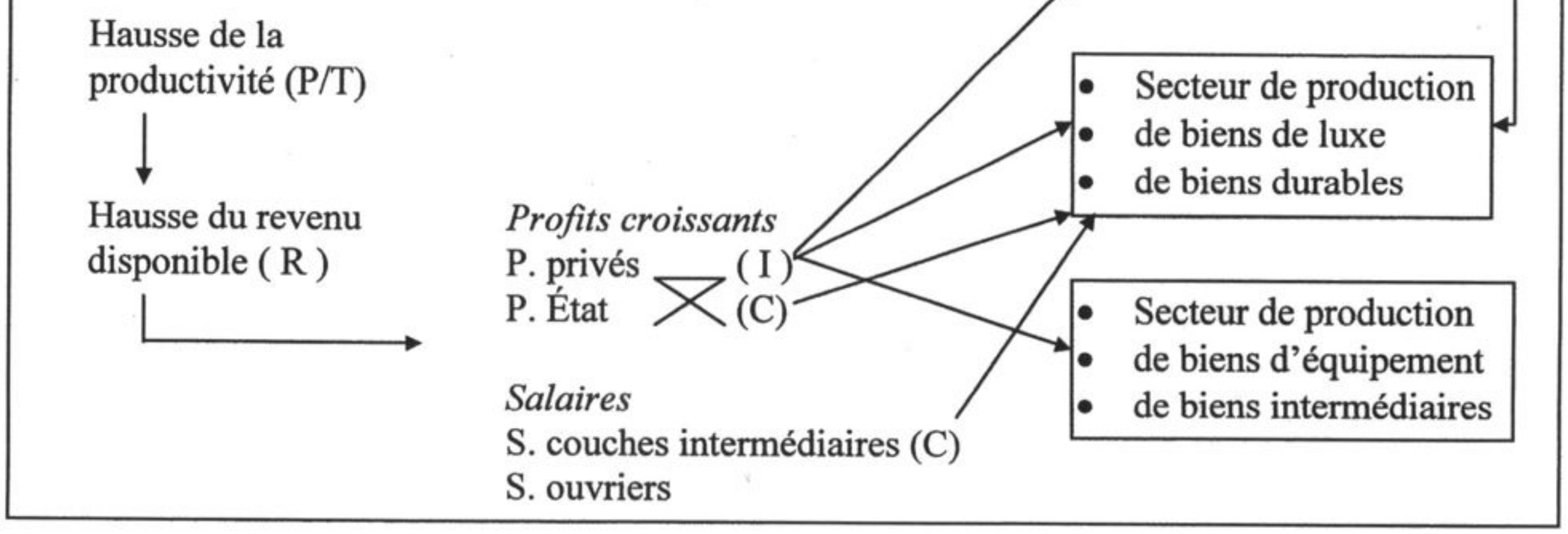
Une fois la première phase de *substitution aux importations* complétée, on peut passer à la deuxième phase où l'accent est mis sur «les industries intermédiaires, les industries de biens d'équipements et des biens de consommation durables, où l'intensité capitalistique et l'échelle de production sont plus élevées» (schéma 6).[38] En effet, «la seconde étape de la substitution à l'importation implique le remplacement des importations de biens et de biens durables du producteur et du consommateur par la production domestique».[39] En effet, il y a expansion des industries manufacturières orientées vers le marché interne. Pour y parvenir, il y a remplacement des importations des biens de consommation intermédiaires (pétrochimie, métaux, etc.), remplacement des importations de biens durables utilisés par les producteurs (machinerie par exemple) et également le remplacement des importations de biens durables utilisés par les consommateurs (automobile, appareil électroménager, etc.).

À cette phase, il y a augmentation substantielle de la diversification de la production. Celle-ci s'explique par une croissance du secteur des biens de luxe qui résulte en une augmentation de la demande des biens intermédiaires et d'équipements. Les biens destinés à la production croissante du secteur des biens de luxe sont produits au niveau local et national. De plus, la bourgeoisie profitant de cette croissance peut se permettre

---

[38]Brasseul, Jacques. Ibid., p.143.
[39]Balassa, Bela. Les nouveaux pays industrialisés dans l'économie mondiale, Economica, Paris, 1986, p.14.

Schéma 6. Stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (2ième phase) :[40]



C/T	:	Dotation de capital par emploi
P/T	:	Productivité du travail
R	:	Surplus global
P	:	Profit
S	:	Masse des salaires
I	:	Investissement
C	:	Consommation

[40] Jacquemot, Pierre et Marc Raffinot. Ibid., p. 205.

l'acquisition de biens de luxe, élargissant du même coup ce secteur. Par ailleurs, le phénomène de l'élargissement de ce secteur se répercute sur la taille des unités de production qui ne cessent d'augmenter, faisant en sorte que leur gestion et leur prise en charge financière ne peuvent être assurées que par l'État.[41]

On peut donc voir que si la première phase de la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations* faisait en sorte «d'accumuler les revenus d'exportations primaires dans l'industrie des biens de consommation, en achetant les biens d'équipement au centre et en protégeant ses industries naissantes par de très fortes barrières»[42], la seconde étape vise à «appliquer la même tactique pour la production des biens durables et des biens d'équipement»[43].

1.4. La stratégie d'industrialisation par promotion des exportations

La stratégie d'*industrialisation par promotion des exportations* (schéma 7) est une suite logique du théorème Heckscher-Ohlin-Samuelson. Ce théorème soutient que pour qu'un pays puisse se sortir du sous-développement, il devra satisfaire à trois conditions:

1. Un pays a intérêt à se spécialiser dans le produit qui utilise davantage le facteur le plus abondant.

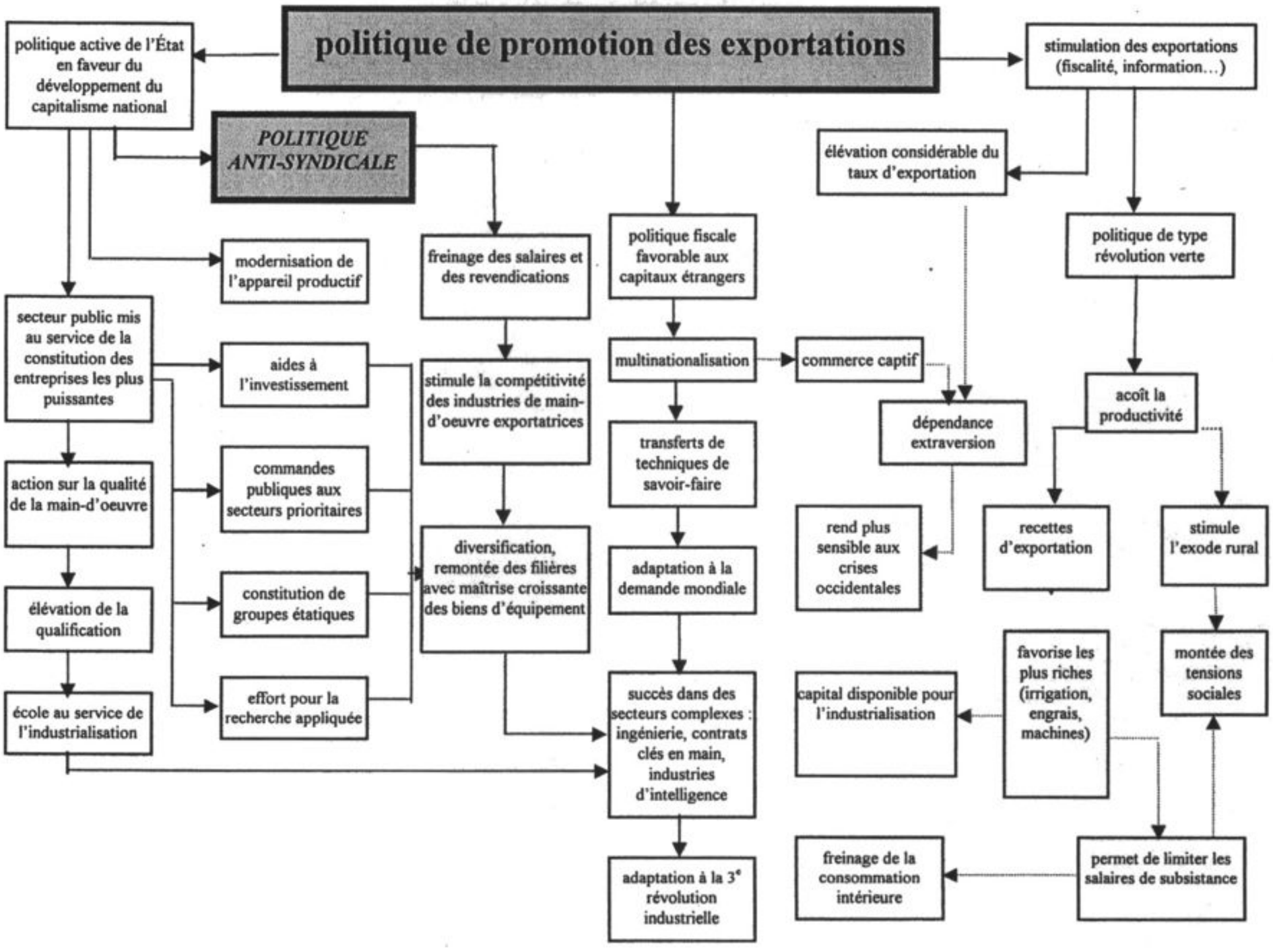
2. Ce facteur maintenant en demande, va voir son prix relatif croître en tendance.

3. Il y aura éventuellement égalisation du prix relatif des facteurs entre pays (soit égalisation des salaires d'une part et des taux de profit d'autre part).[44]

---

[41]Jacquemot, Pierre et Marc Raffinot. Ibid., p. 204.
[42]Lipietz, Alain. Ibid., p. 57.
[43]Lipietz, Alain. Ibid., p. 57.
[44]Norel, Philippe. Ibid., p.16.

Schéma 7. Politique de promotion des exportations :[45]



[45]Brémond, J et A. Gélédan. Ibid., p. 428.

Plus techniquement, la stratégie d'*industrialisation par promotion des exportations* (schéma 8) est «une insertion d'une économie à la division internationale du travail fondé sur l'échange de produits manufacturés de consommation courante, fabriqués par la main-d'œuvre abondante et bon marché».[46] Elle a comme fondement la spécialisation d'un État dans la production de produits industriels (légers, intermédiaires ou lourds). Pour ce faire, l'État doit produire «en utilisant l'avantage d'un facteur travail provisoirement abondant et peu cher mais sans nécessairement produire dans des conditions archaïques».[47] Cette stratégie possède trois grands avantages, à savoir :

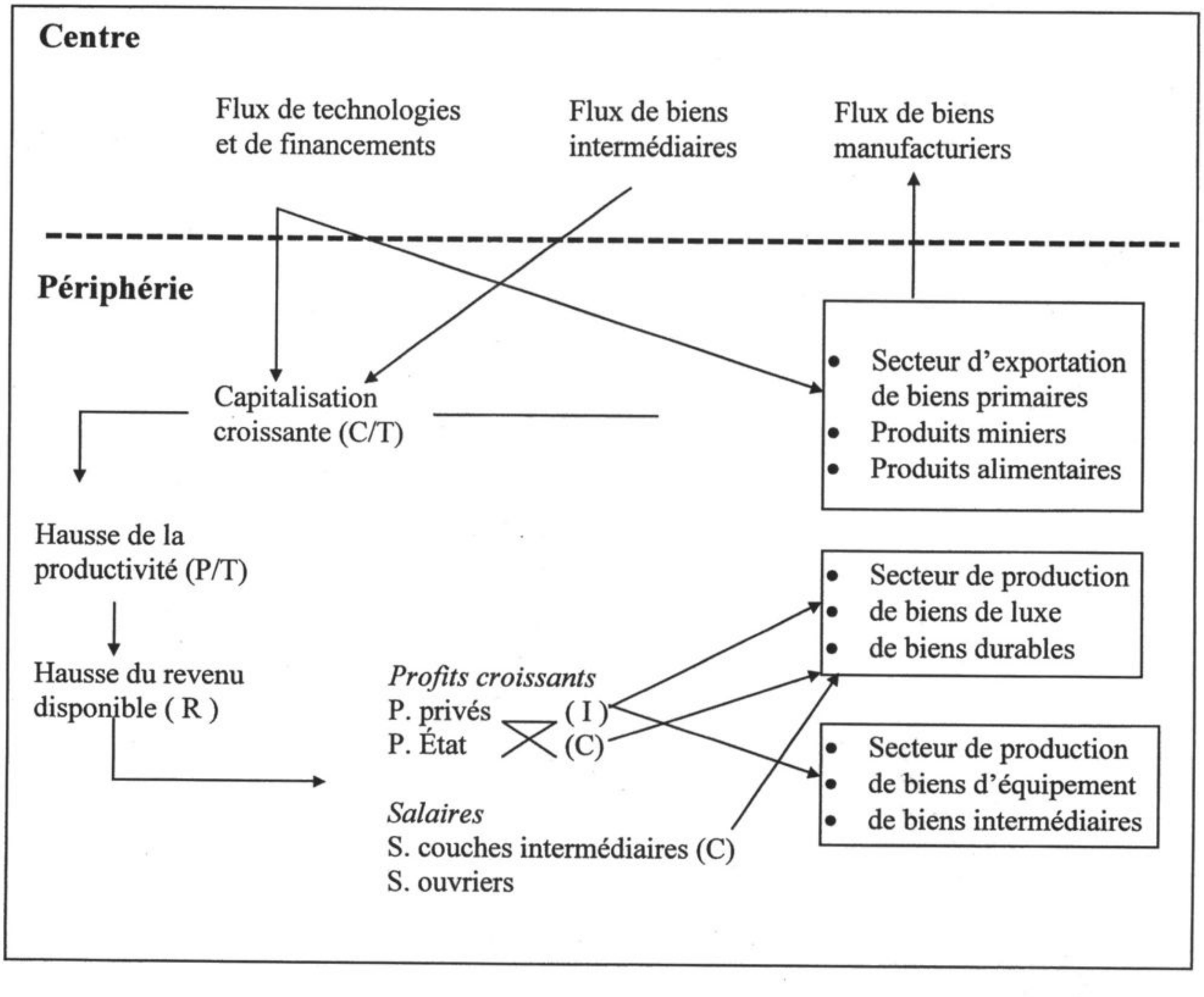
- le développement n'est pas gêné par les bas salaires puisque la vente se fait d'abord sur le marché mondial;
- l'existence de ce vaste marché justifie et rentabilise les efforts de productivité, ce qui constitue une incitation positive;
- la hausse des exportations manufacturières rend a priori le pays moins sensible à la détérioration des termes de l'échange.[48]

Pour y parvenir concrètement, l'État adopte une politique de dévaluation monétaire systématique, en plus de procéder à une libéralisation sélective par un support financier et fiscal aux industries exportatrices.[49] De plus, il y a implantation d'une politique de freinage des salaires et de toutes revendications pouvant nuire à la hausse de la productivité et de la rentabilité des diverses industries.

---

[46]Jacquemot, Pierre et Marc Raffinot. Ibid., p. 206.
[47]Norel, Philippe. Ibid., p.17.
[48]Norel, Philippe. Ibid., p.17.
[49]Haggard, Stephan. Pathways from the Periphery: The Politics of Growth in the Newly Industrializing Countries, Cornell University Press, London, p.23-28.

Schéma 8. Stratégie d'industrialisation par promotion des exportations (1ière phase) :[50]



C/T	:	Dotation de capital par emploi
P/T	:	Productivité du travail
R	:	Surplus global
P	:	Profit
S	:	Masse des salaires
I	:	Investissement
C	:	Consommation

[50]Jacquemot, Pierre et Marc Raffinot. Ibid., p. 207.

On peut donc conclure que la stratégie d'industrialisation par promotion des exportations vise à insérer l'économie nationale dans l'économie mondiale, afin d'obtenir les biens d'équipements nécessaires à la poursuite de l'industrialisation.

Dans ce chapitre, nous avons présenté les diverses stratégies de développement du Tiers-Monde découlant de la théorie d'économie-politique du développement industriel en nous attardant principalement sur la variable qui est l'objet d'étude de notre recherche, à savoir : la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations*. Maintenant, le prochain chapitre fera état de la stratégie de recherche que nous adopterons pour arriver à nos fins.

2. Stratégie de recherche

Dans ce chapitre, nous présentons les différents outils théoriques et méthodologiques sur lesquels s'appuiera notre étude. Il s'agit d'une étape cruciale qui fera en sorte d'établir la validité et la fidélité des résultats de notre recherche. Ainsi, de cet exercice découlera la perspective de recherche que nous adopterons afin de mener à terme notre projet.

2.1. Méthodologie

Nous avons mentionné précédemment que nous en sommes à définir la méthodologie que nous utiliserons afin d'amener à terme la réalisation de ce projet. Dans le présent travail, nous privilégierons comme approche méthodologique l'*analyse socio-historique* telle que définie par Abrams (1982) et discuterons des caractéristiques de cette approche dans l'optique d'une analyse de l'application de modèles théoriques macro-économique du développement industriel (*stratégie d'industrialisation par substitution aux importations*).

2.1.1. Analyse socio-historique

Notre mémoire se veut une étude de comportements socio-politiques (relations entre l'État brésilien et le *mouvement syndical* national) face à un programme et à des politiques économiques (ISI); instaurés à une époque spécifique (1930-1968) et dans un espace économique distinct (Brésil). Abrams définit l'*approche socio-historique* comme étant "*the attempt to understand the relationship of personal activity and experience on the one hand and social organization on the other as something that is continuously constructed in time. It makes the continuous process of construction the focal concern of*

social analysis".[51] Pour ce qui est de l'application concrète de cette approche dans le cadre de notre projet de recherche, nous étudierons l'évolution du syndicalisme brésilien à des périodes où cette stratégie de développement industriel spécifique a été mise en place avec une approche tant historique que sociologique, car pour Abrams l'étude sociologique est nécessairement historique. C'est ainsi que pour notre étude de cas, nous allons dans un premier temps, effectuer une présentation des données. Notre étude se fera surtout avec des recherches documentaires principalement qualitatives, mais également quantitatives.

2.1.2. Méthodes d'analyse des données et stratégie de recherche.

Pour ce qui est de l'analyse des données, le tout s'effectuera à partir de recherches documentaires dont le codage aura été effectué selon la technique artisanale. Ainsi, il n'y aura pas d'analyse de données par procédé informatique. Le tout sera effectué par le chercheur lui-même. Pour assurer autant que possible une rigueur scientifique, nous utiliserons un modèle d'analyse reconnu tel que défini par Robert K. Yin (1998). En effet, nous analyserons nos données selon la méthode *d'harmonisation de modèles* (*pattern matching*), où l'on tentera de voir, dans les cas où il est possible de le faire, s'il y a un fort degré de correspondance ou d'adéquation entre les différentes données observées et le modèle suggéré (ISI, schéma 4).

---

[51]Abrams, Philip. Historical Sociology, Somerset, Open Books, 1982, p. 16.

1. Degré de correspondance

> *One of the most desirable modes of analysis is to compare an empirically based pattern with a predicted one. According to this design, a study may have multiple dependent variables -that is, a variety of outcomes. If, for each outcome, the initially predicted values have been confirmed, strong causal inferences can be made.*[52]

Advenant la possibilité que le degré de correspondance observé ne serait pas significatif, nous pourrions, dans un deuxième temps, faire appel à la méthode de *construction d'explications* (*explanation building*) qui consiste à déterminer s'il y a convergence des résultats observés vers une suite logique des événements qui expliqueraient le résultat empirique obtenu.

2. Essai d'explication des différences

> *To explain a phenomenon is to stipulate a set of causal links about it. In the explanation-building mode, you may begin by taking the data you have collected for a single case and attempting to see whether they converge over a logical sequence of events (chronologically) that appears to explain your case's outcomes.*[53]

Ainsi, notre recherche s'effectuera essentiellement à partir de sources documentaires scientifiques (thèses, articles et livres scientifiques provenant de grandes maisons d'éditions et d'institutions académiques sérieuses et reconnues). Comme on peut le constater, notre répertoire documentaire est essentiellement composé d'articles de revues scientifiques, mais nous possédons également un vaste éventail de livres scientifiques ainsi que de quelques thèses.

---

[52]Yin, Robert K. *The Abridged Version of Case Study Research Design and Method*, dans Bickman, Leonard et Debra J. Rog (eds). Handbook of Applied Social Research Methods, Sage Publications, Inc. Thousand Oaks, 1998, p.251.

[53]Yin, Robert K. Ibidem, p.252.

2.1.3. Proposition de recherche

Étant donné la difficulté à développer des hypothèses concrètes et réalistes dans ce type de recherche, nous allons devoir nous guider à partir d'une proposition de recherche ainsi que d'utiliser le nécessaire va-et-vient entre la théorie et l'empirique propre à cette démarche tant exploratoire que socio-historique.

Selon une lecture et une analyse sommaire de la littérature, et plus particulièrement d'une stratégie découlant de la théorie de développement industriel (la stratégie d'industrialisation par substitution), nous sommes à même de remarquer la mention d'une politique anti-syndicale. Suite à cet élément de départ nous pouvons concevoir de façon très générale une proposition de recherche.

- L'adoption de stratégies industrielles du développement dans les pays du Tiers-Monde a des répercussions sur le *mouvement syndical* et vice versa, mais dans un rapport de force asymétrique. Selon la littérature, et plus particulièrement selon le modèle du développement industriel, l'adoption et la réalisation de la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations* aurait des répercussions négatives sur le *mouvement syndical* (politique anti-syndicale).[54] Le but de notre projet de mémoire est donc d'étudier cette relation et d'en définir de façon concrète les différentes composantes qui la régissent.

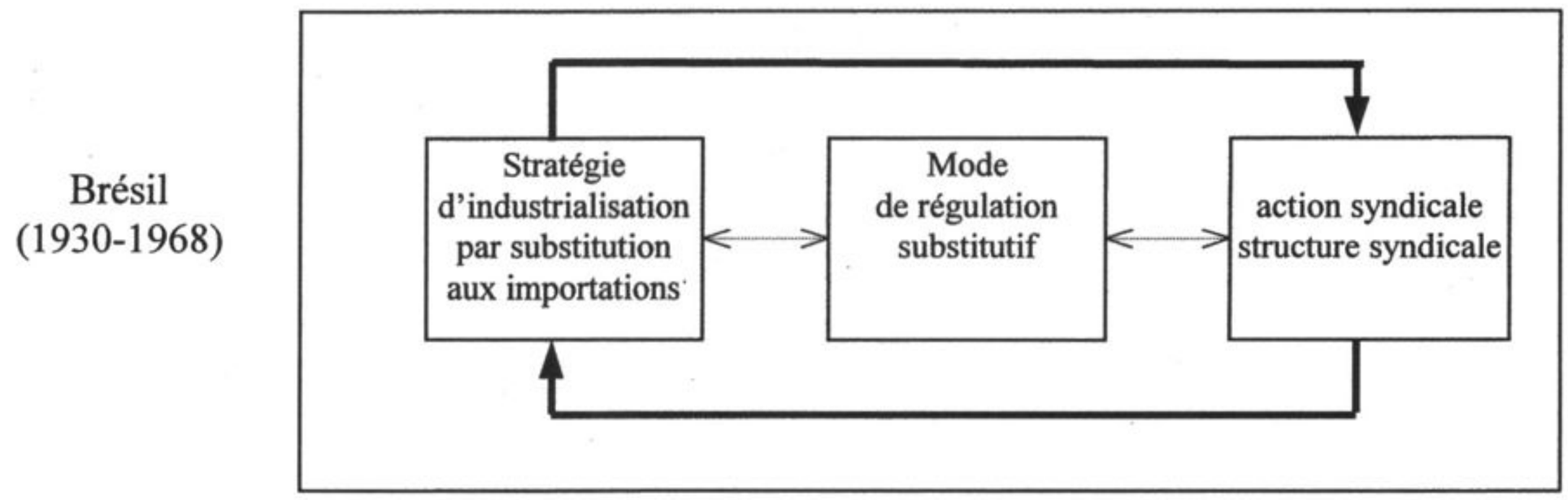
Ayant défini la proposition de recherche, nous pouvons maintenant l'élaborer schématiquement en y incorporant les aspects et outils méthodologiques et théoriques mentionnés précédemment, dans le but de regrouper les divers éléments et variables de ce projet de recherche et d'en faciliter l'application. Cela nous amène donc au schéma 9 qui représente notre cadre conceptuel.

---

[54] Suite à la lecture du schéma de Brémond et Gélédan, nous avons déjà défini une politique anti-syndicale comme étant une combinaison de mesures étatiques qui favorisent une limitation des revendications sociales provenant du mouvement syndical ainsi que de mesures limitant les coûts de la main-d'œuvre.

2.1.4. Cadre conceptuel

Schéma 9. Plan théorique de réalisation du projet :



2.1.5. Limites du projet de mémoire

Il est bien évident que tout projet de recherche comporte des limites dont certaines proviennent de facteurs internes (postulat de départ, définition restreinte, etc.) et d'autres qui sont causées par des facteurs externes (échéance limitée, ressources financières et pédagogiques restreintes). Le présent travail n'en fait pas exception. Il est donc important d'énumérer quelques-unes de ces limites afin que le lecteur soit conscient, dès le départ, de la portée et des conclusions réduites de ce projet de mémoire.

Les forces les plus évidentes sont sa stabilité et sa fidélité. En effet, à tout moment, on peut reprendre une source documentaire bien précise et on aura toujours «la capacité de reproduire la recherche en obtenant les mêmes résultats».[55] Cette constatation est d'autant plus vraie si plusieurs auteurs d'approches théoriques différentes convergent vers une même direction. Cependant, la fidélité sera plus douteuse si l'ensemble des auteurs n'abonde pas dans la même direction quant à un sujet ou phénomène précis. Chaque situation sera traitée différemment selon qu'il y ait convergence ou divergence de positions. Ainsi, lorsqu'il y aura convergence de positions dans la littérature, nous pourrons parler d'acceptation intégrale des faits et des interprétations pour les fins de notre recherche; et lorsque les positions seront divergentes, il y aura soit une discussion quant aux positions divergentes dans la littérature ou un rejet systématique de notre part. Un autre élément qui vient renforcer la fidélité de cette approche réside dans le fait que le chercheur n'influence en aucun temps le sujet. Pour ce qui est de la validité, celle-ci est d'une grande force dans ce type de recherche du fait que l'approche documentaire peut couvrir une variété immense de faits, de situations et d'événements, et ce, sur une longue

---

[55]Deslauriers, Jean-Pierre. Recherche qualitative: Guide pratique, McGraw-Hill Éditeurs, Collection Théma, Montréal, 1991, p.99.

période de temps. Cette approche nous assure donc «que la méthode de recherche utilisée est capable de répondre à la question posée».[56]

Pour ce qui est des faiblesses, on fait état de deux biais possibles à ce type de recherche. Tout d'abord, nous retrouvons un biais attribuable à la sélectivité, qui serait possible advenant que la documentation accessible au chercheur soit incomplète pour le sujet voulu. Ce biais semble, à priori, réduit car plusieurs auteurs ont étudié différents aspects du sujet et la documentation est pertinente et accessible. De plus, la banque constituée de textes documentaires comporte des études représentant les principaux courants d'analyse théorique rencontrés dans ce domaine soit : des néo-marxistes aux néo-libéraux. Le deuxième biais possible peut provenir d'une mauvaise interprétation d'un auteur dont le texte est choisi comme référence. Ainsi, l'auteur introduit à son ouvrage des biais qui seront retransmis de nouveau à notre recherche. Afin de réduire cette source d'erreurs possibles, on ne tentera d'introduire à notre recherche que des données, des faits et des analyses où il y a, dans la mesure du possible, convergence des variables et des interprétations étudiées. Ainsi, nous pourrons résoudre, ou du moins réduire, les problèmes découlant de la sélectivité.

Maintenant que nous avons défini la stratégie de recherche privilégiée pour mener à terme notre projet de recherche en y définissant la méthodologie utilisée, la méthode d'analyse des données, la proposition de recherche, le cadre conceptuel ainsi que les limites du projet de mémoire, nous sommes à même d'entreprendre la prochaine étape. Ainsi, le chapitre suivant fait état de la mise en place des diverses stratégies de développement implantées au Brésil.

---

[56]Deslauriers, Jean-Pierre. Ibidem, p.99.

3. Mise en place des diverses stratégies de développement au Brésil

Dans cette section, nous nous attardons sur la mise en place des diverses stratégies de développement implantées au Brésil, et tout particulièrement sur la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations* (ISI). Il s'agit de voir de façon concrète l'implantation de telles politiques de développement sur un territoire et une réalité donnée. De plus, nous tenterons d'étudier l'implantation de l'ISI, en plus d'étudier ses répercussions et les résultats (politiques, économiques, sociaux, etc.) observés. Auparavant, il serait intéressant de voir, dans l'optique de Zantman, d'où provient l'idée d'appliquer la stratégie d'ISI dans les pays d'Amérique du Sud, et plus particulièrement dans le cas qui nous intéresse au Brésil.

> Les travaux de l'économiste argentin R. Prebish et de la CÉPAL (Commission Économique des Nations-Unies pour l'Amérique Latine) soutenaient la thèse de l'inélasticité de la demande des produits en provenance du Tiers-Monde de la part des pays développés et donc de la baisse des recettes d'exportations des premiers : la hausse des revenus et l'accélération du progrès technique dans les pays riches induisaient, du fait de la saturation de la consommation de biens de consommation courante, une désaffection des produits traditionnels et une moindre utilisation des matières premières. Les pays du Tiers-Monde devaient fabriquer sur place les biens intermédiaires et les biens d'équipement qu'ils n'auraient plus les moyens d'importer. La politique de *substitution aux importations* symbolise également une volonté d'indépendance nationale dont la traduction doit être l'autosuffisance des industries à plus fort effet d'entraînement (industries dites «industrialisantes»), dans les secteurs produisant les biens intermédiaires (acier, ciment, chimie, engrais) et plus encore les biens d'équipement civils (mécanique) et militaires.[57]

---

[57]Zantman, Alain. Le Tiers-Monde: Les stratégies de développement à l'épreuve des faits..., Hatier, Collection J. Brémond, Paris, 1990, p. 207.

3.1. Évolution de la gouverne politique au Brésil

Le Brésil, avec plus de trois millions de milles carrés de terre représente presque la moitié du continent sud-américain. Il est un acteur primordial dans la réalité latino-américaine. Il fut découvert par Pedro Alvares Cabral, le 22 avril 1500. Le Brésil a obtenu son indépendance du Portugal en 1822 avec Don Perdro I pour empereur. Ce dernier reste en poste jusqu'en 1831. À sa mort, son fils Don Pedro II est seulement âgé de cinq ans. De 1831 à 1840, le pays est donc sans gouvernant officiel. C'est en 1840, que Don Pedro II accède officiellement au trône, et ce, jusqu'en 1889, année de son exil au Portugal. C'est le 16 novembre 1889, que la Première République est proclamée. Celle-ci fait suite à la révolte militaire de novembre 1889, conduite par le Général Manuel Deodoro Fonseca qui force Pedro II à abdiquer de son poste. Skidmore et Smith (1992) expliquent l'implantation de la république par de nombreux facteurs :[58]

- une partie du clergé catholique hostile à certains aspects de la politique de Pedro;
- une population pro-républicaine;
- des officiers de l'armée déloyaux au roi;
- l'émancipation des esclaves qui aliène les intérêts de leurs propriétaires frustrés de la situation.

Première République (1889-1930) :

C'est ainsi que Fonseca prend la tête d'un gouvernement provisoire et, du même coup, de l'État brésilien. C'est en février 1891 qu'est adoptée la première constitution faisant du Brésil une république fédérale officiellement nommée «États-Unis du Brésil», dont le premier Président élu sera Fonseca.[59]

---

[58] Skidmore, Thomas E. et Peter H. Smith. Modern Latin America, Oxford University Press, New York, 1992, p. 144-153.
[59] Skidmore, Thomas E. et Peter H. Smith. Ibidem, p. 159-163.

Les premières années de la république sont marquées par de nombreux remous politiques et une opposition musclée de la part du Congrès. En novembre 1891, Fonseca dissout le Congrès pour ainsi assumer un pouvoir autoritaire sur l'État. Le même mois, suite à une révolte navale, Fonseca démissionne, laissant le pouvoir à son Vice-président, Floriano Peixoto. Ce dernier, assumant à son tour un pouvoir autoritaire, survit à la rébellion militaire et navale de 1893-1894 et à une série de soulèvements dans le sud du Brésil.[60]

Par la suite, c'est au tour de Prudente José de Moraes Baros de prendre la présidence du Brésil. Ce dernier restaure graduellement un certain ordre dans l'ensemble du pays. En 1898, l'ancien gouverneur de São Paulo, Manuel Ferraz de Campos Salles, accède à la présidence. Au cours de son mandat, il instaure une série de mesures pour remettre l'économie nationale, très chancelante à l'époque, en bonne marche, notamment grâce à un emprunt important de l'étranger, assurant une stabilité des finances de l'État et renforçant le commerce et l'industrie. Durant toute cette période, la production de café et de caoutchouc ne cesse de hausser au Brésil. Cependant, entre 1906 et 1910, une chute importante du prix du café sur le marché mondial perturbe sévèrement l'économie brésilienne. Par ailleurs, une chute graduelle du prix du caoutchouc débute également durant cette période. C'est dans ce contexte que le Président Hermes Fonseca, un conservateur militariste, entre en poste. De plus, le malaise social et politique brésilien s'aggrave. En 1914, l'industriel Wenceslau Braz Pereira Gomes est élu sans opposition à la présidence du pays, fonction qu'il occupe jusqu'en 1918. Durant sa présidence, le pays connaît un regain économique dû à la guerre et à une demande croissante pour les produits brésiliens (sucre, café, caoutchouc, etc.) sur les marchés étrangers. La période économique favorable reliée à la guerre s'estompe rapidement avec le début d'une crise économique qui débute en 1922, année où Artur da Silva Bernardes arrive au pouvoir. En

---

[60] Skidmore, Thomas E. et Peter H. Smith. Ibid., p. 159-163.

juillet 1924, une grande révolte conduit le Président à instaurer la loi martiale (loi en vigueur pour la totalité de son mandat). Arrive ensuite au pouvoir le Président Washington Luiz Pereira de Souza. Durant son règne, la crise économique s'aggrave, entraînant de nombreuses grèves et manifestations. En août 1927, le gouvernement interdit toutes grèves et instaure des mesures pour contrer le communisme.[61]

Le Règne de Vargas (1930-1946) :

Lors de l'élection présidentielle de mars 1930, le candidat soutenu par Luiz Pereira de Souza, Julios Prestes, l'emporte sur Getulio Dornelles Vargas. Cependant, ce dernier, avec le soutien de l'armée, conduit une révolte contre le gouvernement, prenant ainsi le pouvoir. En 1933, Vargas convoque une assemblée constitutive, mettant fin à trois années de dictature.[62] Cette assemblée adopte une nouvelle constitution en 1934. Celle-ci prévoit entre autres le suffrage des femmes, la sécurité sociale pour les ouvriers et l'élection des futurs présidents par le Congrès. Vargas est ainsi élu Président le 17 juillet 1934. Cependant, pendant les toutes premières années de son règne, Vargas doit faire face à une opposition considérable du mouvement travailliste brésilien et des communistes. C'est ainsi que Vargas implante la Loi martiale. Il est par ailleurs autorisé par le Congrès à gouverner par décret. Une série d'arrestations en masse font suite à cette décision. En novembre 1937, quelque temps avant l'élection présidentielle, Vargas décide de dissoudre le Congrès et d'instaurer une nouvelle constitution (Estado Novo) qui octroie au Président des pouvoirs autoritaires et absolus. Vargas supprime tous les partis politiques et impose la censure de la presse.[63] En octobre 1945, suite à un coup d'État militaire approuvé par

---

[61] Skidmore, Thomas E. et Peter H. Smith. Ibid., p. 159-163.
[62] Donghi, Tulio Halperin. Histoire contemporaine de l'Amérique latine, Payot, Paris, 1972, p.240.
[63] Donghi, Tulio Halperin. Ibidem, p.240.

les États-Unis, Vargas démissionne.[64] Le Président de la Cour Suprême de Justice, José Linhares, est nommé provisoirement à la tête du gouvernement.[65]

Deuxième République (1946-1964) :

C'est ainsi que débute la deuxième république (1946-1964). En janvier 1946, Eurico Gaspar Dutra est élu à la présidence du pays. En septembre 1946, il y a instauration d'une nouvelle constitution. C'est en janvier 1951 que Getúlio Vargas revient au pouvoir pour un second mandat. Vargas décide de former un cabinet de coalition. En septembre 1952, il nationalise les ressources pétrolières. Au mois d'août 1954, pendant la campagne électorale pour le Congrès, un officier de l'armée est tué au cours d'une tentative d'assassinat sur un éditeur d'un journal anti-Vargas. Une crise politique immédiate en découle. Le 24 août 1954, Vargas laisse le pouvoir à son Vice-président, João Café Filho. Vargas se suicide la même journée. C'est ainsi que le gouverneur du Minas Gerais, Juscelino Kubitscheck héritera du pouvoir en janvier 1956. Cependant, lors de son règne, on observe une recrudescence du mécontentement populaire, de grèves et d'émeutes. En janvier 1961, c'est au tour de l'ancien gouverneur de São Paulo, Jânio da Silva Quadros, d'être élu aux commandes de l'État. Il instaure des politiques de restriction économique sévères en coupant, dans une proportion de 30%, les différents budgets des ministères gouvernementaux. Au mois d'août de la même année, et ce sans aucun avertissement quelconque, Quadros démissionne de son poste de Président. C'est ainsi que João Belchoir Marquas Goulart accède au pouvoir en septembre 1961 avec des pouvoirs considérablement réduits. En 1962, Goulart demande un plébiscite pour restaurer un système de gouvernement présidentiel. C'est ainsi que se termine la deuxième république.[66]

---

[64] Donghi, Tulio Halperin. Ibidem, p.241.
[65] Skidmore, Thomas E. et Peter H. Smith. Ibid., p. 164-170.
[66] Skidmore, Thomas E. et Peter H. Smith. Ibid., p. 170-178.

Le pouvoir militaire (1964-1985) et le retour à la démocratie (1985-…) :

Le 31 mars 1964, le Général Humberto Castello Branco renverse le gouvernement Goulart et prend du même coup le pouvoir. C'est ainsi que débute la période du Général Humberto Castello Branco gouvernement militaire qui reste en place jusqu'en 1985. Sous cette période, plusieurs généraux assument le contrôle du Brésil (Castello Branco, Costa e Silva, Médici, Geisel, Figueiredo). Par la suite, on assiste en 1985, avec l'élection de Tancredo Neves, à la restauration du pouvoir civil. Cependant, il meurt avant de pouvoir assumer ses fonctions. C'est ainsi que José Sarney prend le pouvoir de 1985 à 1990, et qu'il est succédé par Fernando Collor de Mello. Ce dernier, accusé de corruption est contraint à démissionner. Le Vice-président Itamar Franco assure la transition à la tête de l'État. En 1995, Fernando Henrique Cardoso accède à la présidence de la République.[67]

3.2. Implantation des stratégies de développement au Brésil

Depuis les débuts de l'expansion du capitalisme européen et de la colonisation, la grande majorité des pays d'Amérique latine, y compris le Brésil, présente des économies que l'on peut qualifier de primaires extraverties. Il s'agit d'économies exportatrices de biens primaires et de produits agricoles de type mercantiliste. Dans les faits, ce phénomène se présente «sous la forme classique d'une exploitation des ressources locales agricoles ou minières en vue d'une commercialisation sur le marché mondial. Elle reposait sur le travail servile et le régime de «l'exclusivité coloniale» qui réservait aux seuls navires portugais l'acheminement des produits vers l'Europe».[68] On peut donc dire que les relations économiques et sociales qui existent alors dans chacune des colonies sont étroitement liées à ce type d'économie, et ce, nonobstant le fait que ces États aient acquis

---

[67] Skidmore, Thomas E. et Peter H. Smith. Ibid., p. 179-182.
[68] Zantman, Alain. Ibid, p. 154.

l'indépendance politique au cours de cette période. Les différentes infrastructures en place dans chacun des pays constituent également le résultat de cette économie primaire extravertie. Malgré qu'elle soit bien ancrée dans la réalité latino-américaine, l'économie primaire extravertie connaît ses premières difficultés d'importance réelle avec la Première Guerre mondiale et la crise de 1920-1921 qui représentent toutes deux des périodes de désorganisation dans les relations économiques internationales. Tout ceci tourne à la catastrophe et avec la crise de 1929, elle connaît sa fin. En effet, la crise engendre une chute dramatique des prix des matières premières, affectant considérablement les pays d'Amérique latine et du même coup le Brésil. La crise provoque aussi une réduction des ressources en devises, résultat de la diminution des exportations vers l'Europe. C'est ainsi qu'avec la crise du modèle économique primaire extraverti, l'Amérique latine et le Brésil se tournent vers l'industrialisation par la *substitution aux importations* (1ière phase).[69]

3.2.1. Implantation de la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (1ière phase) au Brésil (1930-1955) et ses résultats macro-économiques

En réaction à la crise de 1929 et à la Grande Dépression qui suit, le commerce international subit une chute de l'ordre de 25% entre 1930 et 1933. Pour l'économie nationale du Brésil, grand exportateur de café, cette nouvelle réalité est extrêmement difficile à absorber et provoque une crise nationale qui génère différentes contestations ainsi qu'un Coup d'État en 1930. Celui-ci s'inscrit dans une mouvance internationale où la solution politique à la crise en est une autoritariste, inspirée du fascisme. Ainsi, le régime de Getulio Vargas prend le contrôle du Brésil, faisant reposer son idéologie et ses stratégies sur le populisme. Avec une économie d'exportation très vulnérable aux fluctuations du commerce international, Vargas entreprend une réforme complète de l'économie brésilienne. C'est ainsi que le Brésil se tourne vers l'industrialisation par la *substitution aux importations* (ISI).

---

[69]Jacquemont Pierre et Marc Raffinot. Ibid., p.226-230.

Une grande campagne d'industrialisation débute dans le but de diminuer la dépendance envers les autres nations et de favoriser la croissance économique nationale. La façon privilégiée d'y arriver est de promouvoir l'industrialisation dans des secteurs où le pays devait auparavant importer. Cette stratégie d'industrialisation est reconnue par les experts d'économie politique comme une *stratégie d'industrialisation de substitution aux importations*. Suite à la Deuxième Guerre Mondiale, celle-ci devient l'instrument principal des pays latino-américains du développement économique. Cela fait suite à des analyses de la Commission Économique des Nations-Unies pour l'Amérique Latine (CÉPAL) qui entrevoit peu d'espoir de bâtir une économie solide dans l'optique de la division internationale du travail, lorsque toute l'économie nationale repose sur l'exportation de nourriture et de produits primaires, étant donné l'instabilité qui règne dans les échanges internationaux.[70] Pendant l'instauration de ce programme économique, une grande crise dans le secteur agricole débute. Ce phénomène, combiné à une augmentation de la croissance manufacturière, engendre un exode important de la population des campagnes vers les villes, qui regroupent alors 75% de la population. Il est donc possible d'observer une transformation de la réalité brésilienne qui se manifeste avec l'arrivée au pouvoir de Vargas. Cependant, le financement de cet effort d'industrialisation pose problème. D'un côté, la bourgeoisie nationale n'a pas les moyens et la volonté de soutenir cet effort, et de l'autre, les financements de l'extérieur demeurent impossibles à obtenir. Qui paiera pour cette réorientation économique entreprise par le régime militaire de Vargas ?[71]

C'est ainsi qu'un grand courant nationaliste issu du populisme, initié par la classe politique, s'installe sur tout le Brésil. Afin que, dans son effort d'industrialisation, toute

---

[70]Baer, Werner. *Import Substitution and Industrialization in Latin America: Experiences and Interpretations*, dans Latin American Research Review, Vol. 7, No. 1, Spring 1972, p.97.

[71]Spalding, Hobart A. Jr. Organized Labor in Latin America: Historical Case Studies of Workers in Dependent Societies, New York University Press, New York, 1977, p. 151-156.

menace à l'économie brésilienne puisse être évitée, chacun des habitants et des travailleurs doivent contribuer à cette grande entreprise collective. Dans un avenir assez rapproché, tous pourront en bénéficier de façon équitable. Le mouvement ouvrier est aussi mis à partie. Presque toutes les couches de la population s'entendent pour implanter une pratique d'isolement économique et ainsi protéger le marché interne. Considérant la faiblesse des organisations syndicales qui ont souffert des différentes répressions des années 1920, Vargas éprouve peu de difficultés à compléter sa réorientation de stratégie économique et à imposer un contrôle étatique quasi-total sur le *mouvement syndical.*[72] Il peut manœuvrer à l'aise dans son effort d'industrialisation en plus de s'assurer d'une paix sociale et industrielle artificielle.[73]

Les premiers efforts de l'implantation de la 1ière phase de la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations* (ISI-1) sont déployés dans les industries de biens de consommation légers et plus modestement dans son industrie métallurgique.[74]

La Deuxième Guerre Mondiale, pour sa part, engendre un effet bénéfique sur les industries de substitution aux importations. En effet, la baisse des transactions à l'échelle mondiale de biens manufacturiers fait en sorte que le Brésil utilise à pleine capacité ses industries nationales, à tel point que des produits textiles peuvent même être exportés.[75]

Suite à la Deuxième Guerre Mondiale, la stratégie d'ISI devient l'instrument principal des pays latino-américains du développement économique. Le niveau d'inflation encore très élevé provoque une baisse des salaires réels, d'où la répression syndicale de la

---

[72] Nous verrons ce point plus en détail au chapitre 4.
[73]Spalding, Hobart A. Jr. Ibidem, p. 151-156.
[74]Baer, Werner. Ibidem, p.97.
[75]Baer, Werner. Ibid., p.97.

part du gouvernement afin d'amoindrir les demandes syndicales.[76] «Dès lors, la politique économique fut établie en fonction de cette contrainte de change».[77] De plus, les recettes d'exportation n'évoluent pas assez rapidement tandis que les besoins d'importations demeurent encore trop élevés.[78]

> En substituant les importations de matières premières, de produits intermédiaires ou de biens d'équipement aux biens de consommation, elle mettait les emplois et la croissance économique à la merci de l'État de la balance de paiements. Au lieu de toucher seulement le niveau de vie des classes riches qui achetaient des produits importés, les crises de change engendraient désormais des ondes de choc qui se faisaient sentir dans tout le secteur industriel utilisant des produits importés.[79]

Au Brésil, on ne peut parler de véritable institutionnalisation de l'ISI qu'à partir de 1947, à cause d'une série de mesures gouvernementales allant directement de pair avec les énoncés théoriques de la stratégie industrielle de développement. Tout d'abord, il y a en 1947, l'établissement du régime des licences d'importations. Par la suite, en 1949, l'État réactive la loi du «similaire national». Cette législation fait en sorte de permettre à l'État d'interdire toute importation d'un bien qui a un équivalent national similaire. En 1953, le gouvernement brésilien adopte un système de taux de change multiple. En 1957, il accroît de façon significative les droits de douane.[80]

---

[76] Nous verrons ce point plus en détail au chapitre 4.
[77] Mahon, James E. Jr. *Stratégie d'industrialisation: une comparaison entre l'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est*, dans Problèmes économiques, No. 2299, novembre 1992, p.9.
[78] Mahon, James E. Jr. Ibidem, p.9.
[79] Mahon, James E. Jr. Ibid., p.9.
[80] Jacquemont Pierre et Marc Raffinot. Ibid., p.232.

Une sorte de « partage du travail » s'opéra entre initiative publique et initiative privée, et au sein de celle-ci entre capitaux nationaux et capitaux étrangers : l'État définit le cadre juridique et institutionnel de l'industrialisation (par exemple le code minier de 1934, le Conseil National du Pétrole en 1938). Il assura également la mise en place des infrastructures. Enfin, il n'hésita pas à intervenir dans la production (comme la production pétrolière avec la création de la Pétrobas en 1938 et la construction du complexe sidérurgique de Volta Redonda en 1946). Sur le plan social, il imposa un code du travail autoritaire d'inspiration corporatiste qui, en échange d'une protection minimum des salariés (en particulier des enfants et des femmes), permit un contrôle étroit de la vie syndicale jusqu'aux années récentes.[81]

En 1952, Vargas crée la *Banco Nacional de Desenvolvimento Económico* (BNDE), en plus de nationaliser les secteurs de l'huile et de l'électricité.[82] Avec cette participation active de l'État dans l'économie et l'injection directe de capitaux importants, on commence déjà à voir les manifestations de la 2ième phase d'industrialisation par substitution aux importations (ISI-2); celle-ci n'est plus bien loin.

3.2.2. Implantation de la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (2ième phase) au Brésil (1955-1968) et ses résultats macro-économiques[83]

Le perpétuel problème de la balance de paiement qui, avec la fin du boom causé par la Guerre de Corée, ne peut que s'aggraver, incite les dirigeants brésiliens à passer à la stratégie d'ISI-2.[84] De plus, la politique de substitution dans le secteur manufacturier de

---

[81]Zantman, Alain. Ibid, p. 161.
[82]Haggard, Stephan. Ibidem, p.174.
[83]Veuillez noter que malgré que la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations se poursuive au-delà de 1968, elle ne fera pas partie de notre analyse explicite étant donné qu'elle est accompagnée d'une autre stratégie qu'est la promotion aux exportations (voir schéma 1). L'analyse au-delà de 1968 se veut impossible dans notre cadre de recherche étant donné la présence de cette deuxième stratégie, du fait qu'elle viendrait fausser les données quant à l'étude des interactions entre le mouvement syndical national et la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations.
[84]Haggard, Stephan. Ibid., p.162.

produits légers est bien établie au Brésil.[85] En effet, le Brésil possède une industrie solide dans des domaines tels : le textile, l'alimentation, le ciment, la métallurgie, le papier, l'industrie chimique et la machinerie. L'ISI-2 sera l'occasion de continuer à développer ces secteurs en plus des secteurs de l'automobile, de la machinerie tant électrique que non-électrique, la pétrochimie ainsi que le secteur pharmaceutique. L'économie sous l'ISI-1 était sous le contrôle et l'influence d'une seule catégorie d'agents économiques que sont les entreprises privées de type national. De celle-ci, se rajouteront avec l'ISI-2 des agents économiques nouveaux tels les entreprises contrôlées par l'État ainsi que des transnationales.[86]

C'est ainsi que le Brésil se lance dans l'ISI-2. En plus de protéger et d'apporter une aide aux industries déjà existantes, l'État brésilien et les banques s'impliquent davantage dans l'instauration des politiques de développement en identifiant les nouveaux secteurs industriels où investir. De cette façon, ils espèrent désormais développer le secteur de la consommation durable, en plus du secteur industriel intermédiaire. Ces secteurs ne sont que deux exemples parmi plusieurs autres. Par ailleurs, le gouvernement joue un rôle plus actif pour attirer le capital étranger sur son territoire.[87]

---

[85]Haggard, Stephan. Ibid., p.171.
[86]Gereffi, Gary. *Paths of Industrialization: An Overview*, dans Manufacturing Miracles: Paths of Industrialization in Latin America and East Asia, Chapitre 1, Princeton University Press, Princeton, 1991, p.19.
[87]Haggard, Stephan. Ibid., p.171-172.

Les principales politiques économiques instaurées, sont :

> *...Protective tariffs and/or exchange controls; special preferences for domestic and foreign firms importing capital goods for new industries; preferential import exchange rates for industrial raw materials, fuels and intermediate goods; cheap loans by government development banks for favored industries; the construction by governments of infrastructure especially designed to complement industries; especially the heavier industries, such as steel, where neither domestic nor foreign private capital was willing or able to invest.*[88]

Le but recherché consiste alors à promouvoir une intégration verticale. En réalité, il s'agit de développer des industries primaires, intermédiaires et tertiaires. Par ailleurs, il ne s'agit pas de porter uniquement les efforts sur les industries nationales, mais également d'inclure les capitaux et l'aide étrangères. Le résultat recherché consiste, dans un premier temps, à rééquilibrer la balance des paiements, et dans un deuxième temps, à la rendre favorable.[89]

De 1964 à 1968, on implante une politique de stabilisation de l'inflation. Celle-ci s'effectue grâce à une réduction de la masse monétaire et du déficit du Budget National dans le but de freiner et diminuer l'inflation. Il y a également mise en place de mécanismes d'indexation afin de promouvoir l'épargne et de tenter encore une fois de ralentir l'inflation. De plus, l'État adopte des mesures résultant de la *théorie du Trickle-down* qui suggère que l'inégalité favorise la croissance économique, et que cette croissance est la seule porte de sortie des pauvres, alors qu'au contraire, une politique de redistribution des richesses ne fait que ralentir la croissance économique. Le résultat engendré est :

---

[88]Baer, Werner. op. cit., p.98.
[89]Baer, Werner. op. cit., p.98.

> … une redistribution des revenus vers les entreprises pour favoriser l'investissement et la croissance, et vers les classes moyennes supérieures pour créer un marché pour les biens de consommation durables, redistribution obtenue par la répression politique: suppression des revendications salariales et baisse des salaires réels.[90]

Toutefois :

> … l'ISI, par ses tendances à favoriser le capital et les méthodes capitalistiques n'a pas permis une absorption suffisante de main-d'œuvre. Cette tendance a contribué à son tour à maintenir les inégalités de revenu, d'autant plus que les activités exportatrices du secteur primaire, où résident les plus pauvres, ont été découragées par la protection.[91]

Ce sera par après que les autorités brésiliennes redéfiniront leur politique de développement industriel qui sera une combinaison de l'ISI-2 et d'une politique de promotion aux exportations. Cette période, que l'on connaît sous la désignation de «miracle brésilien» sera caractérisée par une forte hausse de la production domestique brute et un surplus dans la balance des paiements de 1968 à 1973 (schéma 10).

Schéma 10: Taux de croissance de la production domestique brute 1921-1974 [92]

Période	**1921-1930**	**1931-1940**	**1941-1947**	**1948-1956**	**1957-1961**	**1962-1967**	**1968-1974**
Pourcentage	3.7	4.6	5.1	6.4	8.3	3.7	10.1

---

[90]Brasseul, Jacques. *L'internationalisation de l'industrie brésilienne depuis 1964,* dans Problèmes d'Amérique latine. No. 65, 1982, p.82.

[91]Brasseul, Jacques. Les nouveaux pays industrialisés et l'industrialisation du tiers monde, Armand Colin, Cursus, Paris, 1993, p. 121.

[92] Schlagheck, James L. The Political, Economic, and Labor Climate in Brazil, University of Pennsylvania, Philadelphia, 1977, p. 20.

Ainsi, dans ce chapitre, nous avons fait état de la mise en place des diverses stratégies de développement au Brésil, principalement l'implantation de la première et deuxième étape de la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations*, et ce après un bref survol de l'évolution de la gouverne politique au Brésil. Maintenant, dans le prochain chapitre, nous allons voir les débuts et l'évolution du syndicalisme brésilien.

4. Les débuts et l'évolution du syndicalisme brésilien[93]

[93]La source principale de tout ce chapitre provient de l'ouvrage:
Harding, Thimithy F. The Political History of Organized Labor in Brazil, Ph.D. Thesis, Hispanic-American Studies, Standford University, 1973, 681 pages.

La fin du XIX^{ième} siècle fait place à des débuts remarquables pour le *mouvement syndical* brésilien. L'immigration européenne en est probablement la principale cause, apportant avec elle une classe de travailleurs conscientisés ainsi qu'une idéologie anarchiste. En effet, une grande partie des travailleurs qui composent la classe ouvrière brésilienne après 1888 provient de l'immigration européenne, principalement de l'Espagne, de l'Italie et du Portugal.[94] Ces immigrants, dont certains sont des réfugiés politiques, viennent surtout s'installer à São Paulo pour travailler dans l'industrie du café. De plus, pour ajouter à l'importation de travailleurs, le Brésil «importe» la machinerie, la technologie, l'idéologie anarchiste et une forte conscience syndicale.

Entre 1853 et 1900, quelques organisations syndicales voient le jour, surtout comme sociétés d'entraide mutuelle. Ces sociétés d'entraide mutuelle deviennent progressivement ce que l'on peut qualifier de «Ligue de défense» pour ensuite devenir de vraies organisations syndicales. Avant 1920, ces organisations sont dirigées principalement par des leaders anarcho-syndicalistes qui considèrent faire partie d'un mouvement international qui doit combattre la classe bourgeoise-capitaliste mondiale ainsi que l'Église. Étant donné la prédominance de l'idéologie anarchiste dans le *mouvement syndical* de l'époque, la lutte syndicale est axée essentiellement sur la stratégie de grève. En effet, les leaders syndicaux anarchistes luttent autant pour des gains immédiats (principalement la journée de huit heures et des hausses salariales) que pour renverser le système et l'État par la révolution. Ainsi donc, ces derniers refusent catégoriquement de jouer le jeu du système et de l'État en participant au processus politique en place. On ne compte pas moins de 24 grèves pour São Paulo entre 1888 et 1900, dont une grève générale d'au moins 2000 travailleurs dans le port de Santos en 1891. C'est en 1903 que la toute première Fédération régionale de travailleurs est créée à Rio. Par la suite, en 1906 a lieu le premier Congrès national des travailleurs, menant à la création de la

---

[94]L'année 1888 correspondant à la fin de l'esclavage.

Confédération des travailleurs brésiliens (COB) deux ans plus tard. Une multitude de grèves multi-sectorielles ont lieu pendant toute cette période.[95] En réaction à ces nombreuses grèves, plusieurs employeurs réduisent la journée de travail de onze à neuf heures, et le gouvernement brésilien oblige les organisations syndicales à leur fournir une liste de tous leurs membres, en plus d'interdire l'accès syndical aux étrangers. Cependant, cette vaste campagne de répression anti-syndicale, combinée à taux élevé de chômage, engendre un ralentissement du *mouvement syndical*, du moins jusqu'à la Première Guerre Mondiale.[96]

Avant la Première Guerre Mondiale, peu de lois régissent le domaine des relations du travail. Jusqu'aux années 1930, même dans les zones en voie de développement industriel, les relations d'emplois dépendent des normes dictées par les employeurs. En effet, on ne retrouve aucun article concernant la reconnaissance officielle des organisations syndicales, que ce soit dans la Constitution de 1891 ou dans le Code Civil de 1892. Il existe cependant une loi qui permet à l'État de déporter les activistes syndicaux étrangers. Ce n'est qu'en 1907 que le Congrès adopte une loi régissant les organisations syndicales. Cette législation reflète l'allure corporatiste que prendra la *structure syndicale* après 1930. Celle-ci reconnaît aux travailleurs et aux professionnels le droit d'association, moyennant une inscription officielle au registre de l'État. En ce qui concerne la législation officielle protégeant les victimes des accidents de travail, plusieurs projets sont soumis au Congrès entre 1904 et 1919 pour les employés du secteur privé, mais sans résultat significatif. Les employés de l'État quant à eux, sont protégés dès 1907.

Pendant la Première Guerre Mondiale, l'inflation se met à grimper en flèche, ayant pour effet une diminution considérable des salaires réels au Brésil. C'est à ce moment

---

[95]Collier, Ruth Berins et David Collier. Shaping the Political Arena. Critical Junctures, the Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America, Princeton University Press, Princeton, 1991, p.70.

[96]Dulles, John W. F. Anarchists and Communists in Brazil, 1900-1935, University of Texas Press, Austin, 1973, p.24.

qu'il y a reprise des activités de contestation du *mouvement syndical* brésilien. À la veille des années 1920, plusieurs grèves sont répertoriées au Brésil, et la vague de répercussions indirectes de la Révolution russe se fait sentir au Brésil. Une nouvelle tangente dans le *mouvement syndical* apparaît. Il y a politisation du *mouvement syndical*, avec en tête plusieurs anarchistes qui veulent renverser définitivement le gouvernement en place.[97] La grève générale de 1917 à São Paulo qui paralyse toute la ville, fait en sorte d'augmenter le pouvoir du *mouvement syndical* qui obtient quelques concessions de la part du gouvernement. Cependant, l'échec des grèves générales de 1918 et 1919 fait place à une hausse spectaculaire de la répression. Les concessions obtenues en 1917 par le *mouvement syndical* sont vite oubliées et certains leaders syndicaux anarchistes sont arrêtés. Durant la décennie suivante, une baisse significative de l'activité syndicale s'en suit, et le contrôle du *mouvement syndical* passe graduellement des mains des anarchistes à celles des communistes. C'est en 1922, avec la création du Parti communiste brésilien, que ce phénomène se concrétise et que le contrôle définitif du *mouvement* ouvrier et *syndical* devient, au début des années 1930, l'affaire des communistes. Il demeure néanmoins que le *mouvement syndical* est divisé, et ce, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Vargas.

4.1. Le syndicalisme brésilien durant la 1ière phase d'industrialisation par substitution aux importations (1930-1955)

Avec l'arrivée au pouvoir de Vargas en 1930, plusieurs réalités changent au sein de la société brésilienne. Une de ces réalités, de type administratif, représente la création du Ministère du travail en novembre 1930. C'est Lindolfo Boeckle Collor qui en est responsable. Le 3 mars 1931, le gouvernement Vargas implante les nouvelles lois du travail dont le but principal est d'éviter au maximum toute menace de grève et de préserver la paix industrielle. Pour y arriver, le gouvernement joue le rôle d'arbitre entre le patronat et le syndicat. Tout est donc régi par le gouvernement. Les nouvelles

---

[97]Dulles, John W. F. Ibidem, p.70-76.

dispositions de la loi cessent de reconnaître toutes les organisations syndicales en place et les obligent à réactiver leur charte auprès de l'État en faisant une nouvelle demande afin d'obtenir une reconnaissance officielle. Il s'agit d'une politique ayant pour but l'élimination des organisations syndicales à caractère politique et au potentiel nuisible pour le gouvernement. De cette façon, on s'assure strictement de la présence de celles qui ne représentent aucune menace concrète pour l'ordre socio-politique. De plus, on écarte les différents leaders syndicaux à influence socialiste, communiste ou anarchiste. "*The result of the new policy in Brazil was an immediate attack by the government on the existing labor movement, including not only the repression of strikes, but also a move against the unions and the existing leadership*".[98] Par ailleurs, il y a établissement de la Loi des deux-tiers, qui fait en sorte de limiter l'appartenance des immigrants au sein des organisations syndicales. En effet, la loi stipule que dans chaque lieu de travail, les deux-tiers des employés doivent être des citoyens brésiliens. Les immigrants ne sont acceptés que dans la mesure où leurs compétences seraient requises dans les «intérêts de l'État». De plus, les citoyens brésiliens doivent être payés au même taux que les travailleurs étrangers. Cette loi fait en sorte de protéger les emplois des travailleurs brésiliens, le taux de chômage étant très élevé depuis le krach de 1929. La doctrine corporatiste venait de faire ses premières victimes.

Les articles de la loi établissent les nouvelles conditions à remplir par les organisations syndicales pour obtenir une reconnaissance officielle. En effet, elles doivent tout d'abord avoir un minimum de trente membres âgés d'au moins 18 ans. De plus, les deux-tiers des membres doivent être citoyens brésiliens. Le mandat des représentants syndicaux doit être d'une durée maximale d'un an et sans possibilité d'un deuxième mandat. Les postes administratifs d'une organisation syndicale ne peuvent être rémunérés. Les organisations syndicales ne peuvent afficher un caractère idéologique (social,

---

[98]Collier, Ruth Berins et David Collier, Ibidem, p.182.

politique, religieux, etc.) et ne doivent supporter aucune candidature électorale. Elles doivent fournir au Ministère du travail une liste de tous leurs membres et de toutes leurs activités. Les employés gouvernementaux pour leur part ne peuvent se syndiquer. De plus, une fédération doit contenir un minimum de trois organisations syndicales et cinq fédérations sont nécessaires dans le but de former une confédération. Par ailleurs, seulement un syndicat peut être reconnu dans un type de travail, suivant la règle de la majorité. Ainsi donc, si deux groupes demandent l'accréditation, celle-ci sera accordée à celui dont le nombre de travailleurs est le plus élevé. Cependant, le gouvernement tire avantage de cette disposition en créant des organisations syndicales lui étant plus favorable aux endroits plus difficiles. "*This meant, in effect, that if the Ministry could organize or promote a new union with more members than the existing one, it could deny recognition to a previously existing union*".[99]

C'est en 1934, sous une nouvelle Constitution, que l'on reconnaît de façon non-équivoque les différentes législations touchant les relations du travail adoptées depuis 1930. La garantie constitutionnelle de la légalité des syndicats devient concrète. Ces derniers ne peuvent encore une fois supporter aucun parti politique, et ne peuvent faire de propagande politique. Une mainmise de la classe politique s'installe ainsi sur le *mouvement syndical*. Le Ministère du travail a la possibilité et le pouvoir discrétionnaire d'émettre ou de retirer la reconnaissance syndicale à tout instant. De plus, le ministère peut vérifier chacun des dossiers des organisations syndicales en plus d'assister à toutes rencontres syndicales. Par conséquent, le Ministère du travail a le pouvoir d'intervenir directement dans les organisations syndicales en remplaçant les délégués syndicaux élus par des fonctionnaires du ministère.[100] Il est possible d'observer que le *mouvement syndical* brésilien se trouve sous un contrôle étatique puissant, à la merci et aux volontés de l'État.

---

[99]Harding, Thimithy F. Ibidem, p.72.
[100]Spalding, Hobart A. Jr. Ibid., p. 178-180.

De 1930 à 1935, la priorité première du nouveau régime est d'éliminer tous les syndicats et leurs chefs qui sont trop à gauche ou à droite. Vargas utilise les forces policières pour démanteler les organisations syndicales illégales selon les nouvelles lois du travail, et faire emprisonner leurs dirigeants. Or, après la tentative échouée d'une révolte communiste, Vargas a accompli sa volonté.[101]

Les mesures mises en place par Vargas ont comme effet de favoriser un degré suffisant de support du *mouvement syndical* en faveur des besoins de l'industrie. En encourageant la syndicalisation contrôlée, le gouvernement Vargas veut inculquer au mouvement ouvrier un sentiment de classe. Le but est de favoriser un système basé sur la collaboration entre les classes, et où le gouvernement peut ainsi jouer le rôle de conciliateur entre le mouvement ouvrier et la bourgeoisie. Ces mesures ont comme effet de contribuer à l'implantation de plus de 500 organisations syndicales, et ce, dès 1935.[102]

Suite à la victoire électorale de Vargas en 1934, le Parti communiste (PCB) reprend ses précédentes activités sur la scène politique nationale avec l'aide de ses cellules syndicales clandestines. À partir de 1935, le Parti communiste tente de créer un seul bloc syndical. Le résultat fut la création de l'*Aliança Nacional Libertadora* (ANL) qui est en fait une sorte de front populaire. Les grandes lignes d'action de l'ANL sont la nationalisation des entreprises étrangères, l'annulation de la dette étrangère, une garantie des libertés individuelles, un contrôle de la réforme agraire et le droit à un gouvernement démocratique populaire. Cependant, L'ANL ne deviendra jamais la grande force contestataire à laquelle les dirigeants communistes ont espéré. Vargas mettra donc fin à

---

[101]Collier, Ruth Berins et David Collier. Ibid., p.186.
[102]Spalding, Hobart A. Jr. Ibid., p.180.

cette dernière, avec la Loi de la sécurité nationale, qui fournira les outils nécessaires aux forces policières pour éliminer le front.[103]

En 1937, Vargas adopte une nouvelle Constitution (*Estado Novo*). Suite à celle-ci, le Ministère du travail possède encore une fois un très large pouvoir de contrôle sur le *mouvement syndical*, notamment avec la possibilité d'annuler les élections au sein même des organisations syndicales. Par ailleurs, le Ministère du travail possède une mainmise sur les différentes organisations syndicales avec la menace d'intervention ou de non-reconnaissance, en plus d'avoir la possibilité de contrôler leurs finances[104]. Selon Spalding, "*between 1930 and 1943, Vargas achieved his major goals in the labor sector. First, he prevented any significant unrest during the economic crisis. Second, he built a whole system of state controls and almost eliminated progressive elements within the movement*"[105]. En ce qui a trait à la structure du *mouvement syndical*, celle-ci est évidemment définie par l'État. Elle fait en sorte qu'aucune organisation syndicale ne puisse avoir de lien direct avec ses semblables. Le seul lien permis est indirect et se situe au deuxième palier organisationnel, c'est-à-dire au niveau des Fédérations.[106]

> *The federation was set up to embrace unions in the same craft or industry on a statewide basis. At the highest level, federations were grouped by economic sector into seven different nonagricultural confederations at the national level. This system was not capped by a single confederation through which the Brazilian labor movement could achieve national unity.*[107]

C'est en 1943, que le gouvernement Vargas instaure la Consolidation des lois du travail, fortement inspirée de la *Carta del lavoro* (lois du travail) du fascisme italien de

---

[103]Spalding, Hobart A. Jr. Ibid., p.180-181.
[104]Spalding, Hobart A. Jr. Ibid., p.181-182.
[105]Spalding, Hobart A. Jr. Ibid., p.182.
[106]Collier, Ruth Berins et David Collier. Ibid., p.187.
[107]Collier, Ruth Berins et David Collier. Ibid., p.187.

Mussolini, qui confirme l'emprise étatique sur le *mouvement syndical.*[108] Tel que le stipule l'article 514 de la loi, le rôle des organisations syndicales se résume ainsi: "*to collaborate with the public authorities in the development of social solidarity; to maintain legal aid services for their members; and to promote conciliation in labor disputes*"[109]. Ainsi donc, les grèves sont considérées comme étant des initiatives illégales car il s'agit d'un acte "*antisocial and harmful to labor and capital, and incompatible with the highest interests of national production*".[110] Cette période, qui marque la fin de l'*Estado Novo* a un grand impact sur l'évolution du *mouvement syndical* brésilien car pour tous les nouveaux travailleurs de cette époque, les syndicats existent essentiellement pour offrir des services sociaux. L'organisation syndicale n'est nullement considérée comme un outil de lutte. C'est ce qui pourrait expliquer que depuis 1930, le salaire réel des travailleurs brésiliens n'a fait que chuter.[111]

Schéma 11. Indice des salaires réels (1940-1950): [112]

	1940	**1942**	**1944**	**1946**	**1948**	**1950**
Indice des salaires réels	100	93	87	92	84	101

Pendant la Deuxième Guerre Mondiale, le problème d'inflation s'accentue, provoquant une série de grèves. En plus du mouvement de grèves, un large mouvement d'opposition prend naissance au sein de la population voulant le rétablissement des lois démocratiques constitutionnelles. Vargas, étouffé sous la pression populaire, et dans une

---

[108]Touraine, Alain. *L'évolution du syndicalisme en Amérique latine*, dans Revue française de sociologie, Vol. 29, No. 1, 1988, p.123.
[109]Spalding, Hobart A. Jr. Ibid., p.181.
[110]Spalding, Hobart A. Jr. Ibid., p.181.
[111]Spalding, Hobart A. Jr. Ibid., p.184
[112]Harding, Thimothy F. Ibid., p. 232.

tentative de calmer les esprits, concède une augmentation du salaire minimum, en plus d'assouplir le contrôle sur les organisations syndicales.[113]

À la veille des élections de 1946, Vargas transforme sa façon de gouverner. Afin de gagner le support électoral des travailleurs, il décide en 1944 de ré-autoriser l'existence légale du Parti communiste brésilien (PCB) en plus de libérer le prisonnier politique et leader du PCB, Luis Carlos Prestes. Par ailleurs, il accepte que des élections syndicales soient tenues avec des dissidents comme candidats, dont certains gagneront leurs élections. De plus, Vargas tolère davantage les différentes grèves qui se déclenchent à cette époque[114]. Ce changement d'attitude lui vaut un certain support du PCB auprès des travailleurs. Le PCB, maintenant devenu légal, en profite pour créer le *Movimento Unifacador dos Trabalhadores* (MUT) qui réunit tout près de 300 leaders syndicaux lors d'un congrès. Vargas, pour sa part, ordonne aux différentes agences de l'État ainsi qu'au Ministère du travail de mobiliser les travailleurs à son endroit. Ainsi, il crée le *Partido Trabalhista Brasileiro* (PTB) qui réussit à canaliser l'enthousiasme de la population vers Vargas. Cependant, en plus de canaliser un appui populaire à sa cause, Vargas canalise par le fait même les forces d'opposition qui commencent à s'organiser (elles prendront d'ailleurs le pouvoir en 1964 avec un Coup d'État).[115]

. C'est ainsi que le général Eurico Dutra arrive à la Présidence du Brésil (1946) et instaure à son tour une nouvelle Constitution. Sur le plan des lois régissant le domaine des relations du travail, il y a peu de changements par rapport aux différentes lois du travail instaurées sous Vargas. On y retrouve encore cette notion de contrôle sur le *mouvement syndical* qui existe depuis 1930.[116] Cependant, certaines données changent. Le PCB recueille de plus en plus de membres, au point d'être la formation politique de gauche la

---

[113]Spalding, Hobart A. Jr. Ibid., p.184.
[114]Collier, Ruth Berins et David Collier. Ibid., p.369.
[115]Spalding, Hobart A. Jr. Ibid., p.184-185.
[116]Spalding, Hobart A. Jr. Ibid., p.185.

mieux organisée du Brésil. L'influence du PCB s'élargit également au sein des différentes organisations syndicales. Les communistes prenant de plus en plus de place, font en sorte de pousser Dutra à remettre, dès 1947, le PCB hors-la-loi, intervenant du même coup dans 143 organisations syndicales liées directement ou indirectement au PCB.[117] Selon Touraine, le syndicalisme brésilien aurait pu connaître un développement rapide et ainsi devenir une force politique radicale.

> L'obstacle décisif à la formation d'une politique ouvrière radicale, animée par un esprit de lutte de classes, fut la position du Parti communiste qui suivit la politique générale de l'Internationale communiste, donnant la priorité à l'alliance avec le gouvernement, dans un esprit de front national. Si le Parti communiste fut à plusieurs reprises tenté de créer une organisation syndicale autonome, il décida avant tout de participer au mouvement *queremista,* mouvement populiste d'appui au retour de Getúlio Vargas et combattant le parti de droite UDN.[118]

Maintenant que le PCB est redevenu une organisation illégale, le *Partido Trabalhista Brasileiro* (PTB) qui luttait avec le PCB pour l'appui et le support du mouvement ouvrier reprend un second souffle et voit sa popularité s'accroître rapidement. De plus, depuis 1946, Dutra n'a jamais haussé le salaire minimum malgré une forte inflation et une grogne populaire grandissante, en plus de recourir à la force pour contrer des grèves illégales. Ainsi, à la veille des élections de 1950, le PTB de Vargas est très menaçant pour Dutra. De son côté, Vargas tente de rappeler à la population, et principalement aux travailleurs, les bienfaits dans la pratique de ses lois du travail et laisse même entendre la possibilité de faire des concessions importantes (hausse du salaire minimum, payer les dimanches et les journées fériées, répartition des profits) dans ce secteur. C'est ainsi qu'il reprend le pouvoir en 1950.[119]

---

[117]Chilcote, Ronald H. The Brazilian Communist Party: Conflict and Integration, 1922-1970, Oxford University Press, New York, 1974, p.53-57.
[118]Touraine, Alain. Ibidem, p.123-124.
[119]Spalding, Hobart A. Jr. Ibid., p.186-187.

À son arrivée au pouvoir, Vargas hausse le salaire minimum pour la première fois depuis 1943. Étant donné que la plupart des travailleurs sont rémunérés en fonction du salaire minimum, cette action affecte une majorité de travailleurs brésiliens. Cependant, avec l'aide du PTB et des différentes agences étatiques, Vargas continue de contrôler le mouvement ouvrier.[120] De plus, il accentue la conscientisation de la classe ouvrière lorsqu'en 1954, il déclare :

> *With your votes you can not only defend your interest, but you can influence the very destiny of the nation. As citizens your views will bear weight at the polls. As a class, you can make your ballots the decisive numerical force. You constitute the majority. Today you are with the government. Tomorrow you will be the government.*[121]

Cette tentative de rapprochement de Vargas envers la population et particulièrement la classe ouvrière est déjà palpable dès 1953, lorsque ce dernier décide de nommer au poste de Ministre du travail, João Goulart, qui est à cette époque le chef du PTB. Goulart est reconnu comme étant pro-syndical, et supportant les actions des travailleurs. Les travailleurs obtiennent quelques concessions de Goulart. En janvier 1954, Goulart, avec l'accord du Président, annonce une augmentation de 100% du salaire minimum pour contrer l'impact de la hausse inflationniste enregistrée depuis 1952. Sous une vague incroyable de contestations de la part de la bourgeoisie, des capitalistes et des militaires, Vargas décide de congédier Goulart. Le 1er mai, une fois le mouvement de contestation apaisée, Vargas annonce malgré tout que l'augmentation de 100% du salaire minimum va avoir lieu.[122] La force ouvrière étant maintenant une force politique importante, il n'en demeure pas moins que selon Spalding :

---

[120]Spalding, Hobart A. Jr. Ibid., p.187.
[121]Iannni, Octavio. Crisis in brazil, New York, 1970, p.90.
[122]Spalding, Hobart A. Jr. Ibid., p.188-189.

Despite his rhetoric, there is no evidence that Vargas intended to give workers any real power. He consistently defended the bourgeois state and allowed labor almost no autonomy. He never extended labor legislation to cover rural workers or seriously entertained the idea of significant income redistribution. When the military demanded his resignation, Vargas did not call on workers to defend his cause, despite indications that he might have mobilized support through a general strike. Instead, he bowed to his enemies within the ruling class and exited dramatically by committing suicide.[123]

4.2. Le syndicalisme brésilien durant la 2ième phase d'industrialisation par substitution aux importations (1955-1968)

Suite au suicide de Vargas, c'est Juscelino Kubitschek qui hérite du pouvoir en 1956, et ce jusqu'en 1960. À la présidence, Kubitschek oscille entre la gauche et la droite, entre les travailleurs et la bourgeoisie, entre le capital national et le capital étranger. Le tout afin d'éviter un antagonisme de classe et promouvoir une coopération entre le patronat et les travailleurs. Toute décision est prise de façon quasi spontanée, en fonction de la situation qui se présente à ce moment précis. En voulant plaire à tous, les choses n'avancent pas vraiment car, dans une tentative de ne pas privilégier un groupe au dépend de l'autre, le gouvernement Kubitschek entreprend une politique de rejet des demandes des deux parties.[124] Conséquemment, la situation des travailleurs ne fait qu'empirer. L'inflation toujours grandissante, le salaire réel des travailleurs brésiliens ne fait que s'effriter. Malgré une hausse de profits chez les industriels brésiliens ainsi que des augmentations de salaires accordées aux travailleurs, le niveau du salaire réel quant à lui n'augmente en aucune façon. Une nouvelle vague de protestation et de violence réapparaît. Kubitschek tente d'adopter un plan de stabilisation pour calmer les esprits, plan qui est catégoriquement rejeté par le *mouvement syndical* et ouvrier, car il ne

---

[123]Spalding, Hobart A. Jr. Ibid., p.189.
[124]Spalding, Hobart A. Jr. Ibid., p.189-191.

comprend pas un réajustement à la hausse du salaire minimum. Suite à ce refus, Kubitschek dépose un nouveau plan comportant une hausse du salaire minimum qui est jugée insuffisante étant donné l'escalade trop rapide du taux d'inflation. Le mécontentement des travailleurs continue à se faire sentir : des protestations populaires éclatent et les interventions et la répression policières font quelques centaines de blessés et de morts.[125] Pendant l'année 1959, de nombreuses grèves ont lieu, rendant ainsi la présidence de Kubitschek de plus en plus pénible. Ce dernier ordonne l'exécution d'une énorme campagne de répression à l'endroit du *mouvement syndical* en intervenant directement au niveau interne des différentes organisations syndicales, arrêtant plusieurs leaders syndicaux et utilisant comme bon lui semble les forces policières.[126] Le tout fera en sorte de transformer le *mouvement syndical*.

> *By the end of the Kubitschek presidency, the organized labor movement had changed dramatically. Economic growth and industrialization had increased the number of unionized workers, and electoral competition and bidding for workers support afforded the labor movement new freedom of maneuver and an opening in which to organize and strike in pushing its demands.*[127]

C'est à partir de 1956 que le *mouvement syndical* reprend graduellement une certaine vigueur que l'on ne lui avait connu depuis les années 1930. En effet, entre 1956 et 1958, on note (schéma 12) une augmentation du salaire réel des travailleurs brésiliens.

Schéma 12. Indice des salaires réels :[128]

	1955	**1956**	**1957**	**1958**	**1959**	**1960**
Indice des salaires réels	100	108	113	118	115	116

[125]Collier, Ruth Berins et David Collier. Ibid., p.387-388.
[126]Collier, Ruth Berins et David Collier. Ibid., p.388.
[127]Collier, Ruth Berins et David Collier. Ibid., p.388.
[128]Harding, Timothy F. Ibid., p. 311.

En janvier 1956, le cheval de bataille du *mouvement syndical* est la révision du salaire minimum. En effet, durant sa campagne électorale, Kubitschek avait promis de le réviser à la hausse. À la fin de janvier 1956, un grand rassemblement de leaders syndicaux de tout le Brésil a lieu afin de promouvoir une campagne nationale et obtenir une augmentation du salaire minimum de 80% par rapport au niveau établi en 1954, avant la mort de Vargas. Ceci fait suite à la publication de statistiques du *Servicio de Estatística da Providência e Trabalho* (SEPT) qui démontrent que le coût de la vie a augmenté tout près de 45% depuis 1954, réduisant de près de la moitié le pouvoir d'achat des salariés rémunérés au salaire minimum. En février, une large coalition de divers groupes syndicaux se rassemble afin de créer une agence qui a pour mandat de rassembler des données statistiques (coût de la vie, taux d'inflation, profits des entreprises et des industries, etc.) et de les publier. C'est ainsi que se crée le *Departamento Intersindical de Estatística e Estudos Sócio-Econômicos* (DIEESE) qui a pour mission de fournir des données plus justes aux organisations syndicales dans le but d'augmenter le rapport de force des travailleurs brésiliens lors de négociations. Au mois de mars, Goulart fait une demande aux employeurs d'accorder des hausses salariales significatives à leurs employés afin d'augmenter le pouvoir d'achat de ces derniers. Les élites brésiliennes critiquent sévèrement cette proposition qui va, selon eux, aggraver inutilement le problème d'inflation. Le 1er juillet 1956, Kubitschek annonce une augmentation du salaire minimum de 58% dont la date d'entrée en vigueur est prévue pour le 1er août.

Cependant, la hausse n'entre pas en vigueur à la date prévue. Ainsi, le 18 août, après quelques grèves et menaces de grèves de syndicats, le gouvernement décide de bouger. Malheureusement, lors de l'entrée en vigueur de l'augmentation, les effets escomptés sont nuls étant donné que l'inflation a progressé à un point tel que le salaire réel après augmentation est égal et même inférieur à celui de la précédente augmentation.

Si la lutte pour l'augmentation du salaire minimum est difficile et décevante pour les travailleurs et l'ensemble du *mouvement syndical*, elle fait du moins en sorte d'instaurer un nouveau modèle de négociation de la part du *mouvement syndical* vis-à-vis l'appareil étatique. En effet, avant 1956, il n'y avait pratiquement aucune coopération syndicale entre les différentes organisations d'allégeances distinctes, et ce même si les combats étaient similaires. Cependant, entre 1956 et 1964, une coopération syndicale vient changer le portrait du rapport de force entre le *mouvement syndical* et l'État, malgré le caractère illégal de la procédure selon le Code du travail brésilien.[129] Cependant, le gouvernement ne porte aucune action quelconque afin de briser ces structures illégales. Ainsi, il y a un nombre croissant de réunions entre les différentes organisations syndicales, et par le fait même, des actions communes sont initiées afin de lutter contre les employeurs et l'État qui jouent le même jeu.

Le premier grand mouvement de grèves sous le règne de Kubitschek a lieu à la mi-octobre 1957. Il s'agit du plus grand mouvement de contestation depuis la grève de São Paulo en 1953. On estime entre 350 000 et 500 000 le nombre de travailleurs touchés par le débrayage qui concerne les secteurs du textile, du métal, du papier, de l'imprimerie et du cuivre. Ces derniers, sous la coordination du *Pacto de Unidade Intersindical* (PUI), exigent des augmentations salariales de l'ordre de 45%. Au début de mai 1957, une agglomération représentant quelques centaines de milliers de travailleurs menace de débrayer à défaut d'obtenir des augmentations salariales de l'ordre de 40% à 50%. Aussi étrange que cela puisse paraître, le *mouvement syndical* reçoit l'appui d'une importante partie de l'administration de Kubitschek. En effet, le Ministre de la Guerre, Teixeira Lott, qui avait déjà appuyé le *mouvement syndical* en octobre 1956, fait un autre discours pro-syndical en juillet 1957. Il donne son appui au *mouvement syndical* en ce qui a trait aux demandes salariales et propose une alliance entre ce dernier et l'armée qu'il qualifie de

---

[129]En effet, dans l'Enquadramento Sindical, on fait état uniquement de regroupement en Fédérations et en Confédérations et ce, suivant des règles très strictes et précises.

démocratique et amie des travailleurs.[130] Le 15 octobre, les syndicats des secteurs du métal, du textile, du papier et de l'imprimerie déclenchent une grève qui est déclarée légale par le Gouverneur Jânio Quadros. Il s'agit ici d'une victoire importante pour le *mouvement syndical* car auparavant, les autorités politiques et judiciaires trouvaient toujours un moyen de rendre les mouvements de contestation illégaux. Le 22 octobre, les travailleurs du verre et du sucre se joignent au mouvement de grève. Bientôt, toutes les industries environnantes de São Paulo sont paralysées. C'est à ce moment que la répression policière débute. Le 25 octobre 1957, suite à une décision du Tribunal régional du travail, les organisations syndicales acceptent une hausse salariale de 25%. Les employeurs vont en appel de cette décision et l'augmentation salariale s'en trouve réduite, passant de 25% à 18%. Ainsi, les travailleurs ayant déjà reçu l'augmentation de 25% doivent remettre la différence à leur employeur. Les syndicats font appel au Président Kubitschek afin de renverser la décision du tribunal, à défaut de le menacer d'un retour à la grève dès le 16 janvier 1958. Cependant, ils cessent vite leurs menaces de grève étant donné qu'ils s'attaquent directement au gouvernement alors que l'ennemi dans ce cas-ci se trouve à être l'employeur. De plus, les organisations estiment ne pas pouvoir résister très longtemps face au gouvernement. Cependant, tout cet épisode de cette grève multi-sectorielle est une grande victoire du *mouvement syndical* qui a ainsi pu rallier un appui massif de la part de ses membres en plus d'acquérir une certaine indépendance face au gouvernement. Il faut également noter qu'il y a eu une certaine ouverture de la part des autorités vis-à-vis le *mouvement syndical* (le général Lott, le ministre du Travail Barroso, le gouverneur Quadros, en plus de Kubitschek), malgré qu'elle soit réduite alors qu'il y avait menace d'un plus grand mouvement de contestation.[131] Ainsi, le mouvement d'octobre transforme le *Pacto de Unidade Intersindical* (PUI) de rassemblement de leaders syndicaux à un véritable rassemblement de travailleurs et groupes contestataires

---

[130]On expliquerait cette prise de position par le fait que Teixeira Lott avait des ambitions de se présenter comme candidat à la Présidence pour les élections de 1960. Il aurait ainsi voulu aller chercher l'appui du vote populaire.

[131]On peut expliquer le support de Quadros et Lott aux grévistes par leur aspiration à la Présidence.

qui oblige le gouvernement fédéral à négocier avec eux. Comme le soutient Salvador Lossaco, Président du PUI :

> *With the victory of the strike, everyone began to participate in the Pacto de Unidade: students, elements from the independent left of São Paulo, the Brazilian Communist Party, the Women's Federation, the Association of Communities and Neighborhoods, and leftist congressmen.*[132]

En mars 1958 se tient la première Conférence syndicale nationale qui fait suite à la conférence des leaders syndicaux qui a eu lieu à São Paulo en février de la même année. Elle se déroule dans un atmosphère d'unité et de coopération. À la fin de la conférence, les résolutions proposées se résument ainsi :

- révision de la législation de la sécurité sociale;
- fin des restrictions au droit de grève;
- augmentation immédiate du salaire minimum;
- augmentation générale des salaires afin de contrer la progression constante du coût de la vie;
- entreprendre une réforme agraire et étendre la législation du travail pour les travailleurs ruraux.

Suite à cette conférence, Goulart promet une révision de la législation de la sécurité sociale.

En 1958, suite à une détérioration de la balance commerciale brésilienne et de la hausse inflationniste créée par une augmentation substantielle des dépenses gouvernementales, les prix se mettent à grimper en flèche, diminuant ainsi le niveau de vie des travailleurs brésiliens et de l'ensemble de la population. On évalue à près de 17% l'augmentation des prix pour les huit premiers mois de 1958. La réaction syndicale est

---

[132]Harding, Timothy F. Ibid., p. 385.

immédiate et percutante. Le nombre de grèves augmente considérablement par rapport à l'année précédente, principalement dans le secteur des chemins de fer, du transport urbain, des banques et des télégraphes. Les travailleurs demandent des ajustements salariaux de l'ordre de 20% à 40%. En janvier 1958, dans le secteur de la marine, une grève regroupant quelques centaines de milliers de travailleurs est déclarée illégale par l'administration de Kubitschek. Ce dernier menace de décréter l'obligation de joindre les rangs de l'armée aux travailleurs qui ne retourneront pas au travail immédiatement. Malgré cet ultimatum, Kubitschek se résigne à se rallier aux demandes des travailleurs une semaine plus tard. Au mois de février, c'est au tour des travailleurs du textile de déclarer la grève. Au mois de juin, les conducteurs d'autobus entreprennent une grève jugée illégale. Il en est de même pour les travailleurs de l'industrie télégraphique au mois de juillet. Ils obtiennent des augmentations de salaire substantielles.

Suite à l'élection d'octobre 1958, Kubitschek entreprend son plan de stabilisation sous les pressions du gouvernement américain ainsi que du Fond Monétaire International (FMI), afin de faire face aux problèmes de balance commerciale déficitaire, de la crise de devises ainsi que de l'augmentation des tensions sociales. Pour y arriver, Kubitschek doit faire en sorte de maintenir les salaires au niveau actuel tout en diminuant les salaires réels. C'est ainsi que les officiers du gouvernement demandent aux travailleurs de se serrer la ceinture dans l'intérêt du développement national. En novembre 1958, période avec laquelle concorde l'implantation du plan de stabilisation, un mouvement d'agitation se fait sentir, demandant de nouveau un ajustement du salaire minimum. Les travailleurs comprennent rapidement que le plan de stabilisation se fait à leurs dépends. D'énormes mouvements de protestations prennent formes dans les rues. À ce moment, la violence se fait de plus en plus grandissante (on comptera en effet 5 morts et 32 blessés). Le gouverneur Quadros fait appel à la répression afin de contrer ce mouvement. Les revendications pour la hausse du salaire minimum commencent en juillet 1958, durant la campagne électorale. Goulart promet alors de hausser le salaire minimum avant Noël. Au

mois de novembre, suite à une inflation toujours grandissante, le gouvernement accorde une hausse salariale de 30% aux militaires et aux employés de la fonction publique. Dès lors, le mouvement canalise toutes ses énergies vers la Commission du salaire minimum afin de faire pression pour qu'elle décrète une augmentation, la dernière remontant au mois de juillet 1956. La Commission décide, en novembre, de réexaminer le taux minimum, et ce, malgré que le délais normal de 3 ans n'arrive pas avant juillet 1959. La demande syndicale correspond à une augmentation de 30%, ce qui équivaut en octobre 1958 aux prévisions de la hausse du taux de coût de vie pour l'année. Il est à noter que la pression pour l'augmentation du salaire minimum vient davantage des milieux non-syndicaux que des regroupements de travailleurs institutionnels et structurés, étant donné que la majorité des travailleurs syndiqués gagnent plus que le salaire minimum. En novembre, sous les pressions populaires, Kubitschek accorde non pas une hausse du taux horaire minimal, mais décrète plutôt un gel des prix de consommation correspondant à ceux en vigueur au mois d'octobre. Conséquemment, cette mesure ne fait que développer le marché noir. En janvier 1959, Kubitschek accorde une augmentation du salaire minimum de 53% pour Rio de Janeiro et un peu moins pour São Paulo. Cependant, l'inflation vient rapidement annuler l'effet des gains que les travailleurs viennent d'obtenir.[133] Par ailleurs, ces changements ne réduisent pas le nombre de grèves qui demeure supérieur au taux de l'année précédente. En janvier, les travailleurs des activités portuaires, des chemins de fer ainsi que ceux de l'industrie navale, exigent la même hausse salariale de 30% accordée antérieurement aux militaires et aux fonctionnaires. Kubitschek cède à la menace et accepte leurs demandes. Entre le mois de février et d'août, de dures grèves se déclenchent et la répression fait des centaines de blessés et de morts. L'opposition au régime de Kubitschek est de plus en plus grande. On l'accuse de garder le niveau d'inflation trop élevé, résultat de sa politique économique. Sous les pressions

---

[133]On évalue à 50% la hausse des prix à la consommation pour les 10 premiers mois de 1959, comparativement à 30% pour l'année 1958 au grand complet.

énormes, Kubitschek doit abandonner son programme de stabilisation au mois de juin brisant ainsi son entente avec le FMI.[134]

En août 1959, les leaders syndicaux se réunissent afin d'organiser une grève nationale généralisée afin de protester contre les prix trop élevés. Des pressions sont ainsi faites au Congrès afin de faire adopter des amendements au droit de grève ainsi que de réviser le Code de sécurité sociale. Les 11, 15 et 17 septembre, d'immenses marches de protestation ont eu lieu dans les grandes villes du pays envers le gouvernement. À São Paulo, les syndicats demandent des augmentations salariales de 50% lors de leurs négociations de septembre. Pendant ce temps, le *Pacto de Unidade Intersindical* (PUI) continue de préparer, dans le plus grand secret, sa grève générale prévue pour décembre, dans le but de supporter les demandes syndicales. Les mouvements de grèves continuent de se développer. À la fin novembre, suite à l'intervention dans les négociations salariales du Gouverneur de São Paulo, M. Carvalho Pinto, et d'un délégué du Ministère du travail, M. Roberto Gusmão, les employeurs accordent des hausses salariales qualifiées de raisonnables et qui permettent d'éviter la grève des travailleurs du métal, du textile, de l'imprimerie et de l'industrie du verre. Cependant, au mois de septembre-octobre le PUI connaît sa dissolution sous des circonstances plutôt bizarres.[135] Malgré la dissolution du PUI et les hausses salariales de novembre, les plans de grève générale anti-inflationniste prévue pour le 2 décembre, continuent de se préparer. La grève a lieu comme prévue, mais le nombre de grévistes n'est pas suffisant pour vraiment paralyser quoi que ce soit. De plus, plusieurs leaders syndicaux sont arrêtés. Cet échec est très difficile pour l'unité et la coopération syndicale. Quoiqu'il en soit, les mouvements de contestations ne cessent pas pour autant. Il y a un regain considérable de violence et le nombre de grèves connaît des taux records. De plus, la répression connaît-elle aussi un regain d'énergie. Au jour de

---

[134]L'élection présidentielle étant prévue pour octobre 1960.

[135]La version officielle veut que l'opposition des communistes à l'intérieur même de l'organisation soit la cause de sa dissolution.

l'an 1960, Kubitschek menace d'utiliser la répression afin d'éviter toutes menaces de grèves qui vont à l'encontre de la stabilité économique nationale.

L'élection d'octobre 1960 confirme Quadros comme le grand vainqueur du suffrage présidentiel. Pour sa part, Goulart gagne le scrutin pour la vice-présidence. C'est ainsi que Jãnio Quadros accède au pouvoir en 1961. Il est perçu comme étant un ardent bagarreur pour la justice sociale et un ami du peuple. Cependant, au cours de son mandat, les problèmes ne se règlent pas pour autant, l'inflation étant très élevée (plus de 40 %). Quadros s'aliène presque la totalité des différents secteurs et intervenants, à un point tel que la pression devient insupportable. Dans une tactique de tout ou rien, Quadros démissionne de son poste de Président dans l'espoir que sa démission soit refusée, résultant en une position de pouvoir plus forte.[136] Cependant, la situation ne se présente pas telle que prévue et la démission de Quadros est acceptée. C'est ainsi qu'en 1961, João Goulart lui succède. C'est le début d'une nouvelle ère que l'on qualifie de populisme radical.[137]

En 1962, des éléments du Parti communiste brésilien (PCB) et du *Partido Trabalhista Brasileiro* (PTB) forment le *Comando General dos Trabalhardores* (CGT), qui est en quelque sorte une importante organisation syndicale illégale que Goulart tolère dans l'espoir de s'en servir à ses propres fins. Au mois de juillet 1962, le CGT menace le gouvernement de déclencher une grève générale, avec l'approbation de Goulart, afin de protester contre la formation d'un Cabinet à tendance conservatrice. La menace est suffisante et les forces conservatrices du Cabinet démissionnent. Cependant, au grand désespoir de Goulart, le CGT refuse de retirer sa menace. Ainsi, on assiste à une radicalisation des travailleurs au sein du *mouvement syndical,* réduisant par le fait même le

---

[136]Son calcul s'explique du fait que la personne qui succède au Président lors d'une démission est le Vice-président (Goulart dans ce cas-ci). Ce dernier, considéré comme leader de gauche et proche du prolétariat et des travailleurs, ne serait pas acceptable pour la droite.

[137]Collier, Ruth Berins et David Collier. Ibid., p.531-532.

contrôle de Goulart sur ce mouvement. C'est à partir de ce moment qu'un renversement du pouvoir de force se produit, et au lieu de contrôler le *mouvement syndical*, Goulart doit plutôt réagir à ses demandes. C'est ainsi que plusieurs leaders syndicaux obtiennent de plus en plus de pouvoir au sein du système, avec l'aide du Ministre du travail, Almino Afonso. Goulart réagit à cette situation en congédiant Afonso et en brisant sa coalition avec le CGT. C'est ainsi que le CGT se retrouve dans les forces de l'opposition de gauche menée alors par Brizola.

Goulart, sans aucun appui officiel du *mouvement* ouvrier et *syndical*, tente en vain de créer sa propre confédération des travailleurs. Il perd également une grande partie du support populaire, étant incapable de satisfaire moindrement les demandes des travailleurs.[138]

L'année 1963 est difficile pour le gouvernement. En effet, on estime que 3.3 millions d'heures de travail sont perdues suite à des grèves auxquelles participent 1.5 millions de travailleurs.

Au début de l'année 1964, en réponse à un large mouvement de grèves, Goulart augmente le salaire minimum (le taux d'inflation étant tout près de 80%). Par ailleurs, il annonce un vaste programme de nationalisation et de stabilisation des prix. Une demande au Congrès national pour un amendement constitutionnel est faite afin de permettre aux illettrés le droit de vote, mais c'est trop tard pour regagner l'appui de la gauche. C'est ainsi que les forces militaires brésiliennes prennent le pouvoir en avril 1964. C'est avec le Coup d'État, supporté par les États-Unis, que le Brésil entre dans une phase de pouvoir autoritaire de la droite.[139]

---

[138]Spalding, Hobart A. Jr. Ibid., p.194.
[139]Spalding, Hobart A. Jr. Ibid., p.194-196.

C'est à partir de ce moment que le pouvoir militaire brésilien écrase littéralement toute contestation des travailleurs. D'ailleurs, on ne revoit aucun signe concret du *mouvement syndical* avant 1967.[140] Le gouvernement prend le contrôle total du *mouvement syndical*, remplaçant les différents élus syndicaux par des fonctionnaires de l'État. Ces derniers sont entièrement responsables de toute l'activité syndicale, et ce tant et aussi longtemps que les syndiqués n'éliront pas de nouveaux délégués syndicaux.[141]

L'année 1968 en est une charnière pour le Brésil. En effet, le gouvernement militaire entreprend un dur programme d'austérité afin de combattre le niveau montant d'inflation, ayant pour conséquence de réduire le salaire réel des salariés. Le tout ajouté à une tendance mondiale de contestation en pleine croissance fait que l'année 1968 au Brésil, est mémorable, tant au niveau des grèves que de la contestation populaire.[142] Comme le mentionne Touraine, il s'agit d'une année importante pour le *mouvement syndical* étant donné son réveil sans précédent.

> Les grèves de 1968 au Brésil représentent assurément un effort important pour créer un syndicalisme indépendant, à la fois révolutionnaire et capable de négociation ; l'action d'Ibrahim et d'autres leaders, eux-mêmes militants politiques d'extrême gauche organisés, eut une importance considérable, car elle fut la première action au grand jour menée contre le gouvernement militaire. Mais pas plus au Brésil qu'en Argentine, ces grèves ne préludèrent au développement d'organisations ouvrières autonomes.[143]

C'est ce qui complète l'évolution du syndicalisme brésilien définie pendant la période caractérisée par la stratégie d'industrialisation par substitutions aux importations (1ière et 2ième phases). Maintenant que nous avons l'ensemble des données pour chacune

---

[140]Spalding, Hobart A. Jr. Ibid., p.199.
[141]Alba, Victor. Politics and the Labor Movement in Latin America, Stanford University Press, Stanford, 1968, p.261-262.
[142]Sanders, Thomas G. *Brazil's labor Unions*, dans American Universities Field Staff Reports, No. 48, 1981, p.5-6.
[143]Touraine, Alain. Ibid., p.128.

des variables propres à notre sujet de recherche et prescrit par notre cadre conceptuel (schéma 9), nous sommes à même de débuter l'analyse proprement dit, qui fera l'objet du prochain chapitre.

5. Analyse socio-historique

Le présent chapitre se veut l'occasion d'analyser de façon concrète l'interrelation entre la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations* et le *mouvement syndical*. Suite à cette analyse, nous serons en mesure de valider ou d'apporter des correctifs ou ajustements sur la proposition de recherche initiale définie auparavant (2.1.3.). Pour y parvenir, nous allons dans un premier temps effectuer l'analyse des interrelations entre le *mouvement syndical* et chacune des deux phases de *la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations*. Par après, nous serons en mesure de passer à l'analyse socio-historique en tant que telle pour finalement apporter les ajustements et explications nécessaires quant à la pertinence de nos résultats par rapport à notre problématique.

Pour l'ensemble de la période étudiée, nous avons pu remarquer qu'un élément central caractérise l'évolution du *mouvement syndical* au Brésil. En effet, toutes les lois et politiques implantées dans le domaine des relations du travail ont voulu contrôler le *mouvement syndical* brésilien, soit en s'ingérant dans les finances des organisations syndicales, dans le processus d'élection syndicale, ou sous toutes autres formes. Le but de ce contrôle était de favoriser une collaboration syndicale-gouvernementale en fonction des politiques économiques étatiques, en plus de réduire au maximum un syndicalisme orienté vers la «lutte des classes».[144]

5.1. Analyse des interrelations entre la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (1ière phase) et le mouvement syndical.

Si la relation qui existe entre le *mouvement syndical* et l'État avant 1930, est unilatérale et qualifiée de répression gouvernementale envers le *mouvement syndical*, la suite est quelque peu différente. En effet, durant les années 1930-1944, il est intéressant

---

[144] Moreira Alves, Maria Helena, *Trade Unions in Brazil : A Search for Autonomy and Organization* dans Labor Autonomy and the State in Lation America, Unwin Hyman, Boston, p. 39.

de noter une plus grande interrelation entre le *mouvement syndical* et l'État. C'est une période où il y a incorporation du *mouvement syndical* institutionnel à l'appareil gouvernemental. On peut d'ailleurs la qualifier de corporatisme syndical. Cette période se caractérise entre autres par l'établissement de législations du travail, de sécurité sociale, ainsi que de l'établissement de services gouvernementaux pour les travailleurs urbains. Toute cette transformation vers un contrôle syndical étatique est rendue possible grâce à une spécificité de la législation du travail brésilien qu'est l'*imposto sindical* (impôt syndical).[145]

Durant cette période, on remarque une croissance de la production industrielle favorisant une progression du nombre de travailleurs. Les initiatives gouvernementales promouvant la syndicalisation font en sorte d'accroître considérablement le nombre d'organisations syndicales et, du même coup, le nombre de syndiqués. L'arrivée massive de nouveaux syndiqués fait en sorte de noyer quantitativement les anciens militants plus «engagés» parmi la nouvelle génération de travailleurs moins politisés». De plus, la structure institutionnelle syndicale nationale (fédérations, confédérations) imposée par l'État, fait en sorte de noyer les grosses organisations syndicales des grandes villes (plus militantes et conscientisées) parmi les nombreuses organisations syndicales éloignées des grands centres urbains. L'immense complexité du système des relations industrielles brésiliens (lois du travail, sécurité sociale, cour du travail, etc.) fait également en sorte de canaliser toutes les relations patronales-syndicales ainsi que toutes revendications populaires concernant la sécurité sociale, vers la bureaucratie gouvernementale (1930-1937 *Estado Novo*).[146]

Au tout début de la présidence de Dutra en 1946, une certaine ouverture politique se produit en ce qui a trait à la liberté syndicale. Cependant, le Ministère du travail perd

---

[145] Harding, Timothy F. Ibid., p.622-623.
[146] Harding, Timothy F. Ibid., p.623-624.

rapidement son influence au détriment du Parti communiste. C'est ce qui explique la prise de position radicale de Dutra envers celui-ci en le déclarant illégal. Lors de la campagne électorale de 1950, Vargas courtise activement les travailleurs et le *mouvement syndical* dans son ensemble étant donné la force désormais importante de ce groupe. Cet appel populiste aux forces syndicales et aux travailleurs devient, dès ce jour, pratique courante au Brésil jusqu'en 1964. Lors de son deuxième mandat, Vargas tente de mobiliser, sous l'égide du PTB, les travailleurs, mécontents des syndicats et de leurs conditions salariales. En effet, il est intéressant de noter que depuis 1944, Vargas, Kubitschek et Goulart tentent de mobiliser les travailleurs derrière un programme politique. Cependant, cette politique populiste est empreinte de contradictions. En effet, elle est particulièrement utilisée pour acquérir le support du mouvement ouvrier lors de grands bouleversements économiques à caractère nationaliste, mais dont les principaux bénéficiaires sont les classes bourgeoises. Malgré que le populisme des années 1950-1964 soit utilisé à des fins de contrôle du syndicalisme radical, il demeure néanmoins que durant ces années, le *mouvement syndical* se radicalise considérablement. En effet, en répondant à l'appel populiste, les travailleurs développent un fort niveau de conscientisation politique, ce qui apporte un plus grand support et une orientation nouvelle au *mouvement syndical*. À partir de 1949, les leaders populistes, sous les pressions du *mouvement syndical* et de l'ensemble des travailleurs, accordent des bénéfices concrets à ces derniers, en retour de leur support politique. Cependant, la spirale inflationniste vient annuler presqu'entièrement les bénéfices consentis.[147]

---

[147] Harding, Timothy F. Ibid., p.624-628.

5.2. Analyse des interrelations entre la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations (2ième phase) et le mouvement syndical.

Une des caractéristiques de cette 2ième phase se reflète dans les théories économiques de Roberto de Oliveira Campos, Directeur de la *Banco Nacional de Desenvolvimento Económico* et par la suite Ambassadeur du Brésil à Washington sous le règne de Kubitschek. Il soutient que l'inflation est le moyen le plus opportun afin de promouvoir une croissance économique.[148] Ainsi, comme le mentionne Harding : "*Thus, while the government appeared to be neutral between capital and labor, the success of its inflationary economic policy depended upon impoverishing workers and subsidizing investors*".[149] Ainsi, les organisations syndicales ont toujours lutté pour des augmentations salariales importantes afin de contrer ce mouvement inflationniste qui caractérise le Brésil de cette époque; mais plus souvent qu'autrement en vain, car les salaires réels ne font que diminuer pendant toute cette période.

Durant tout le règne de Kubitschek (1956-1961), il y a transformation du *mouvement syndical*. Ceci s'explique par un phénomène particulier. Ainsi, durant toute cette période, les salaires réels ne font que diminuer suite à des hausses de salaires inférieures au taux d'inflation. De plus, les aspirations des travailleurs brésiliens s'accroissent du fait que les bénéfices des industries nationales brésiliennes vont à la hausse et que le nombre de travailleurs est grandissant. Ainsi, le contrôle syndical étatique devient de plus en plus difficile et perd de son importance, permettant une politisation et radicalisation marquées, autant des organisations syndicales que de l'ensemble des travailleurs brésiliens.[150]

---

[148]Harding, Timothy F. Ibid., p. 309.
[149]Harding, Timothy F. Ibid., p. 309.
[150]Harding, Timothy F. Ibid., p. 310.

Une des particularités du Code du travail brésilien réside dans le fait que ce dernier canalise tous les mouvements de contestation ou de grèves vers le gouvernement. Ainsi, les tribunaux administratifs gouvernementaux jouent le rôle de paravent pour les employeurs et l'appareil étatique contrôle donc toute menace à l'ordre politique et économique.[151]

Selon Touraine, «c'est après la mort de Vargas, pendant la présidence de Juscelino Kubitschek et la brève crise qui précède le coup d'État de 1964, que le syndicalisme brésilien se diversifie et tente, de plusieurs manières à la fois, de conquérir une certaine indépendance».[152] En effet on remarque une reprise des luttes, des contestations, et des grèves syndicales.[153] Sous la présidence de Goulart (1961-1964), on dénombre tout près de 170 grèves d'importance.[154]

5.3. Analyse socio-historique

Suite à l'analyse précédente qui tente d'effectuer un lien ou une interrelation directe entre la *structure* et l'*action syndicale* et les deux phases de la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations*, nous sommes à nous questionner sur une réelle pertinence de ce lien. Il semble que l'évolution du *mouvement syndical* brésilien n'ait pas de lien direct évident, entre 1930 et 1968, avec la politique du développement industriel préconisée par l'État brésilien. En effet, nous sommes davantage enclins à opter pour la catégorisation de Moreira Alves[155] qui n'a absolument rien à voir avec les périodes de politiques économiques. Celle-ci établit tout d'abord la période du fascisme-corporatiste (1930-1946). Par la suite, il y a la période du populisme

---

[151]Harding, Timothy F. Ibid., p. 384.
[152]Touraine, Alain. Ibid., p.124.
[153]Spalding, Hobart A. Jr. Ibid., p.193.
[154]Chilcote, Ronald H. Ibidem, p.169.
[155] Moreira Alves, Maria Helena, *Trade Unions in Brazil : A Search for Autonomy and Organization* dans Labor Autonomy and the State in Lation America, Unwin Hyman, Boston.

(1946-1964). Finalement, pour la dernière période qui croise notre période à l'étude, on retrouve la période militariste.

D'ailleurs, afin de faciliter la compréhension de nos doutes quant à la justesse de notre proposition de recherche initiale à savoir qu'il y a un lien direct entre l'ISI et le *mouvement syndical*, nous avons créé un schéma comparatif (schéma 13) des différentes évolutions sectorielles au Brésil.

Schéma 13. Comparaison sectorielle par période au Brésil :

	Avant 1930	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	
Politiques économiques	Exportations de matières premières	1ière phase ISI 1930-1955																										2ième phase ISI 1955-1968													2ième phase ISI (suite) Promotion aux exportations	
Politiques syndicales	Naissance et développement du syndicalisme	Période du fascisme corporatiste 1930-1946																Période du populisme 1946-1964																								Période militariste	
Dirigeants politiques	Washington Luiz Pereira de Souza 1926-1930	Vargas 1930-1945																[1]	Dutra 1946-1951				Vargas 1951-1954				[2]						Kubitshek 1956-1961					Goulart[3] 1961-1964		Branco & Silva 1964-1969	
Politiques sociales	Première République 1889-1930	Le Règne de Vargas 1930-1946																	Deuxième République 1946-1964																								Dictature militaire	

1 : José Linhares 1945-1946
2 : João Café Filho 1954-1955 et Carlos Coimbra da Luz 1955
3 : Jânio da Silva Quadros 1961

Période du fascisme corporatiste

La période du fascisme corporatiste envers le *mouvement syndical* débute avec le Coup d'État de Vargas en 1930. Les intentions du dictateur envers le *mouvement syndical* ont pour but de réduire l'autonomie syndicale ainsi que sa capacité de mobilisation. Sur le plan structurel, ce phénomène se confirme avec la création du Ministère du travail, décrétée par la Loi sur le syndicalisme (*Lei de Sindicalização*) en 1939. C'est à partir de ce moment que l'État brésilien se donne le droit de vérifier les états financiers des différentes organisations syndicales. D'ailleurs, des fonctionnaires de l'État peuvent même assister aux différentes réunions syndicales. De plus, les organisations syndicales doivent être enregistrées au Ministère du travail. Elles ne peuvent avoir aucune affiliation quelles qu'elles soient (politique, idéologique, institutionnelle, religieuse, etc.). Les études suggèrent d'ailleurs que la grande majorité des organisations syndicales ont été créées avec le support de l'État, afin que le gouvernement détienne le plus grand contrôle possible sur les relations du travail.

Par la suite, en 1937, le gouvernement instaure une nouvelle constitution (*Estado Novo*). Il s'agit probablement de l'élément qui a eu le plus d'influence sur le *mouvement syndical*, allant même jusqu'à transformer son essence même, et ce, encore jusqu'à nos jours. En effet, c'est avec l'*Estado Novo* que l'État brésilien tente vraiment de contrôler tous les domaines des relations du travail. L'esprit même de la constitution tente de favoriser une société où tout est basé sur la paix sociale, l'harmonie, ainsi que la médiation. Cette médiation est évidemment sous contrôle étatique. L'*Estado Novo* tente d'éliminer toute lutte de classe. Pour y parvenir, Vargas décrète et légifère dans le même sens que ce qui est consenti aux tables de négociation. Tous les décrets sont réunis en 1943 sous la Consolidation des lois du travail (*Consolidação das Leis do Trabalho*). Parmi les principes les plus importants découlant de cette loi, on retrouve l'*uniçidade sindical* qui accorde au Ministère du travail le pouvoir de reconnaître légalement ou rendre

illégales les organisations syndicales. Par ailleurs, l'État brésilien s'assure un important contrôle sur le *mouvement syndical* en définissant la forme institutionnelle que celui-ci doit prendre (syndicat local, fédération, confédération). En effet, la législation définit un cadre électoral très strict au niveau des fédérations et des confédérations. Chaque local possède deux délégués au niveau de la fédération avec seulement un seul vote, et ce indépendamment du nombre de membres. Par ailleurs, chaque fédération regroupée en catégorie possède un seul et unique vote au niveau de la confédération. Ainsi, le nombre de votes des plus grosses organisations syndicales provenant des villes, qui sont plus souvent militantes, est noyé dans un grand bassin contrôlé par l'État. Il ne s'agit que de deux éléments, dont l'importance est considérable, instaurés par la Consolidation des lois du travail.

Toute cette période syndicale du fascisme corporatiste se termine avec la promulgation, en 1946, d'une nouvelle constitution de type libéral.[156]

Période populiste

La période populiste débute en 1946 avec l'adoption d'une constitution de type libéral pour se terminer en 1964 avec le Coup d'État. Suite à la disparition de L'*Estado Novo*, le *mouvement syndical* entre dans une nouvelle phase. En effet, dès que Luis Carlos Prestes, Secrétaire général du Parti communiste brésilien est libéré de prison, l'ensemble du *mouvement syndical* s'unit sous un organe de coordination unique, à savoir : *Movimento de Unificação dos Trabalhadores* (MUT). Avant même la libération de Carlo Prestes, des discussions clandestines avaient lieu pour établir ce regroupement, mais le changement de régime politique vient officialiser cette unification. Le MUT sert essentiellement à lutter pour une liberté syndicale complète, pour le retrait des restrictions

---

[156] Moreira Alves, Maria Helena, Ibidem, p. 40-44.

institutionnelles et politiques sur la vie syndicale et sur les organisations syndicales, ainsi qu'à promouvoir une plus grande démocratie syndicale à l'intérieur même du mouvement.[157] Pour y parvenir, le MUT revendiquera une série de demandes telles : "*the sovereignty of unions assemblies, and the removal from union premises of representatives imposed by the Ministry of Labor; elections and the taking of office of those elected independently of prior approval by the Ministry of Labor; autonomy of administration and the elimination of state controls over union funds and budgets*".[158] Ainsi donc, le MUT devient en quelque sorte un mouvement parallèle à la structure syndicale officielle. Fait à noter : il n'y a aucune remise directe du rôle de régulation que joue le Code du travail, ni de la structure organisationnelle des organisations syndicales imposées par l'État ou même de la taxe syndicale qui assujetti le *mouvement syndical* à l'État.[159]

Pendant cette période, le *mouvement syndical* prend de plus en plus de place notamment grâce à une vaste expansion du développement industriel dans les années 1950. De plus, il a à son actif une série impressionnante de grèves victorieuses. On remarque que les travailleurs sont de plus en plus politisés et qu'ils font des pressions sur le gouvernement pour instaurer des réformes tant économiques que sociales. De plus, il y a expansion du *mouvement syndical* brésilien dans les régions rurales. Ainsi en 1962, il y a création du *Comando General dos Trabalhardores* (CGT) ainsi que de la *Confederação Nacional dos Trabalhadores Agrícolas* (CONTAG). Cependant, le *mouvement syndical* a une relation contradictoire avec l'État durant cette période. D'un côté il travaille activement avec l'État tandis que de l'autre il y a accroissement de la pression pour demander des réformes économiques et sociales ainsi que des menaces de grèves. Du côté gouvernemental, on agit de la même façon. En même temps que dans le domaine politique on laisse au *mouvement syndical* une grande liberté, on tolère des organisations

---

[157] Moreira Alves, Maria Helena, Ibid. p. 44.
[158] Moreira Alves, Maria Helena, Ibid. p. 44.
[159] Moreira Alves, Maria Helena, Ibid. p. 44.

parallèles pour cependant continuer à contrôler leurs finances et leurs budgets. En aucun temps, le *mouvement syndical* brésilien n'exigera de réformer le Code du travail en profondeur. Cette relation contradictoire entre l'État et le *mouvement syndical* s'étale sur une période de près de vingt ans, cependant hors des balises institutionnelles imposées par le Code du travail, pour se tenir en parallèle et se terminer brusquement en 1964 avec le Coup d'État militaire.[160]

Période militariste

Avec le Coup militaire de 1964, le *mouvement syndical*, malgré une émergence considérable dans la période précédente, n'est pas assez fort pour résister à la violente répression qui s'en suivra. Ce Coup militaire se veut une réaction anti-communiste et anti-populiste qui devenait de plus en plus ancré dans les fondements mêmes de l'État brésilien. Dès leur arrivée au pouvoir, les militaires font usage systématique de tous les pouvoirs que leur confère le Code du travail pour contenir et contrôler le *mouvement syndical*. Seulement les organisations syndicales conservatrices ou catholiques sont épargnées. Toutes les autres sont considérées comme une menace à l'ordre de l'État brésilien.[161] On estime qu'entre 1964 et 1979 il y a eu plus de 1200 interventions directes au sein des différentes organisations syndicales. Par ailleurs, les militaires, en alliance avec le Ministère du travail, ont fermé certaines organisations syndicales, ont relevé de leur fonctions certains dirigeants syndicaux et ont créé de nouvelles organisations syndicales sympathiques à leur idéologie.[162] De plus, le régime militaire ne se gêne pas pour utiliser tous les pouvoirs qu'il possède pour déclarer les grèves illégales, intervenir dans les élections syndicales, imposer quand bon lui semble les augmentations salariales ainsi que d'utiliser l'*imposto syndical* comme moyen de contrôle extrêmement efficace. Si

---

[160] Moreira Alves, Maria Helena, Ibid. p. 44-45.
[161] Greenfield, Gerald Michael, *Brazil,* dans Latin American Labor Organization, Greenwood Press, New York, 1987, p.80-81.
[162] Moreira Alves, Mari Helena, Ibid. p. 46.

la période précédente se caractérisait par un accroissement du mouvement et de la force syndicale, celle-ci en est tout le contraire avec un affaiblissement considérable de ce dernier.

Conclusion

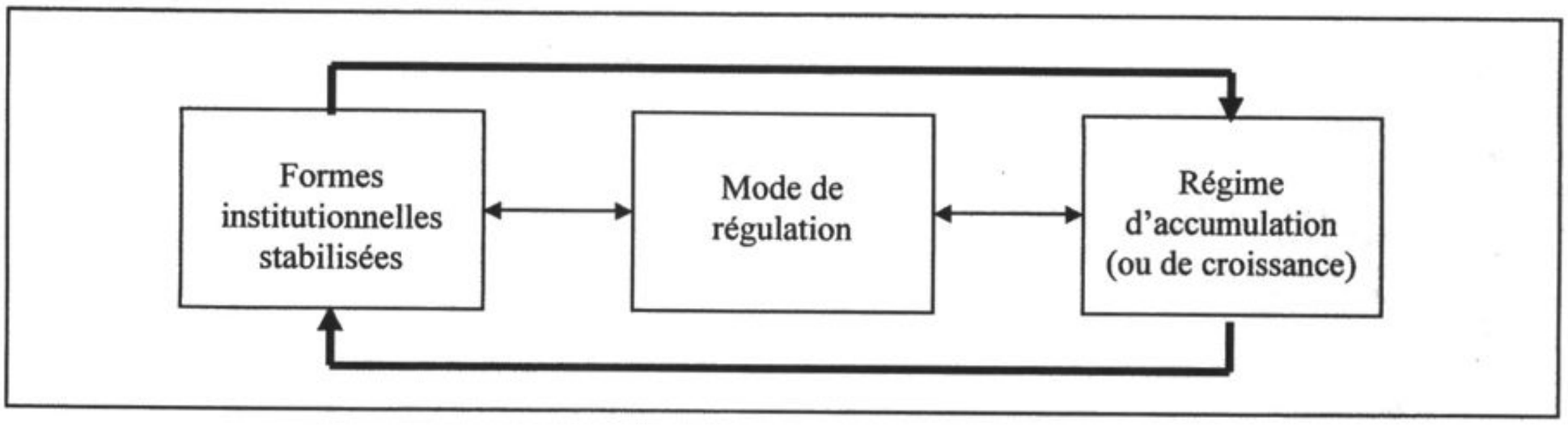
Au terme de cette étude, nous ne pouvons parler d'une réussite sur toute la ligne en ce qui a trait aux résultats de la recherche en comparaison aux prévisions initiales. Il appert hors de tout doute que le cas brésilien démontre qu'il y a incompatibilité, du moins partielle, en ce qui a trait à un lien direct et sans équivoque qu'une politique de substitution aux importations est toujours accompagnée d'une politique anti-syndicale, et ce contrairement à ce qu'on pouvait penser à la lecture des modèles du développement industriel et du schéma 4 (*stratégie d'industrialisation par substitution aux importations*). Selon les résultats de notre projet de recherche, nous serions à même de dire que l'évolution du *mouvement syndical* national fut davantage en étroite relation avec les politiques sociales que les politiques économiques de développement industriel. En effet, les interactions entre l'État et le *mouvement syndical* furent davantage reliées aux politiques traditionnelles non-économiques qu'à celles économiques. Ainsi, suite aux résultats obtenus qui viennent mettre un bémol quant à l'universalisme des modèles du développement industriel et plus précisément la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations*, nous ne pouvons à présent qu'émettre des hypothèses qui resteront à prouver.

Pour ce qui est du cœur même de notre problématique en ce qui a trait à la relation entre la politique de substitution aux importations et la politique anti-syndicale, il semble bien qu'on ne puisse prétendre qu'il y a une corrélation à toute épreuve. En effet, le cas brésilien démontre que le développement du syndicalisme et du *mouvement syndical*, malgré des épisodes communs, ne correspond pas de façon significative au modèle de développement industriel (ISI) qu'on a pu voir avec le schéma 4. Au contraire, les corrélations semblent plus fortes lors d'instauration de politiques sociales non-économiques. En effet, il serait à notre avis plus juste de regrouper les trois grandes périodes du *mouvement syndical* en fonction de trois époques caractérisées par des dirigeants politiques.

D'ailleurs nous sommes à nous questionner sur la possibilité, comme future piste de recherche, d'incorporer comme outil d'analyse la théorie de la régulation afin de déterminer les raisons ou facteurs explicatifs qui pourraient nous aider à mieux comprendre le phénomène et venir préciser les raisons pour lesquelles dans le cas du Brésil, la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations* ne s'est pas automatiquement accompagnée d'une politique anti-syndicale forte et sans équivoque telle que le stipulait la théorie du développement indépendant. Les raisons qui nous poussent à pencher du côté de la théorie de la régulation comme outil pouvant nous aider à mieux comprendre le phénomène s'expliquent du fait que la théorie a pour point central l'étude de «la genèse, du développement et du dépérissement des formes sociales».[163] Ces formes sociales sont parties intégrantes d'un régime de développement. Pour Billaudot, un mode ou régime de développement représente un système, et «tout régime d'accumulation (système) est la conséquence d'un mode de régulation, lui-même généré par un ensemble de formes institutionnelles stabilisées formant un système» (schéma 14).[164]

Schéma 14. Théorie de la régulation :[165]

Mode ou régime de développement



[163]Aglietta, Michel. Régulation et crises du capitalisme, Éditions Odile Jacob, Paris, 1997, p.13.
[164]Billaudot, Bernard. L'ordre économique de la société moderne: un réexamen de la théorie de la régulation. Éditions L'Harmattan, Paris, 1996, p.15.
[165]Selon le schématisation de Bernard Billaudot, mais adapté pour le présent travail.

Une des raisons principales expliquant notre penchant pour ce futur choix théorique se résume au fait que «les approches en terme de régulation apportent une attention particulière à la forme précise que prennent les rapports sociaux fondamentaux, lors d'une phase historique et pour une société donnée».[166] Il s'agit exactement de l'objet de notre projet de recherche : l'étude des rapports (interactions) entre le *mouvement syndical* national et l'État brésilien pendant la période d'industrialisation par substitutions aux importations (1930-1968). De plus, comme le mentionne Aglietta, «parler de la régulation d'un mode de production, c'est chercher à exprimer la manière dont se reproduit la structure déterminante d'une société dans ses lois générales».[167]

Il s'agit donc d'une étude des rapports sociaux au sein d'une société donnée. «C'est l'étude de la transformation des rapports sociaux créant des formes nouvelles à la fois économiques et non économiques, formes organisées en structures et reproduisant une structure déterminante, le mode de production».[168]

La théorie de la régulation et le sous-développement

Tout comme l'étude de Hakim Ben Hammouda (1994) dans le cas du Burundi, nous croyons qu'il pourrait s'avérer intéressant, dans une prochaine étude, d'appliquer une approche régulationniste dans une optique d'analyse du développement. En effet, tel que mentionné par l'auteur, «la théorie de la régulation peut aider à comprendre le phénomène de l'accumulation dans les économies sous-développées».[169]

---

[166]Boyer, Robert. La théorie de la régulation: une analyse critique, Agalma, La Découverte, Paris, 1986, p.23.
[167]Aglietta, Michel. Régulation et crises du capitalisme, Calmann-Lévy, Paris, 1976, (Préface).
[168]M. Aglietta. Ibidem, (préface).
[169] Hammouda, Hakim Ben. *Théories de la régulation et développement : la formation du sous-développement au Burundi*, dans Africa Development, Vol XIX, No. 3, 1994, p.28.

Pour présenter un programme de recherche régulationniste dans le cadre de l'analyse du développement, nous croyons qu'il serait important d'utiliser les concepts qui s'intègrent bien à l'environnement qui caractérise le mieux le sujet d'étude. Dans l'analyse du sous-développement, on retrouve deux conceptions ou applications sous-jacentes à la théorie de la régulation. Tout d'abord, l'une place le rapport salarial comme concept clé de son analyse; l'autre, celui de régime d'accumulation. La première conception, souvent associée à Ominami, lie le sous-développement à «une situation spécifique dans laquelle des facteurs d'ordre structurel empêchent l'épanouissement systématique du rapport salarial».[170] Ominami l'utilise pour développer une théorie des crises dans le tiers monde dans son ouvrage *Le tiers monde dans la crise*. La deuxième conception, que l'on associe à Lanzarotti, développe toute sa logique et son argumentation non pas autour du rapport salarial, mais bel et bien autour de la notion de régime d'accumulation par lequel un mode de production se reproduit à l'intérieur d'un État.[171] Celle-ci fut utilisée dans son ouvrage *La Corée du Sud : une sortie du sous-développement*, où Lanzarotti démontre comment le fait de changer de régime d'accumulation a permis à la Corée du Sud de connaître un développement économique tout à fait exceptionnel. Une approche comme celle privilégiée par Lanzarotti peut facilement combiner stratégies de développement et régime d'accumulation.[172] D'ailleurs, des terminologies identiques viennent en quelque sorte nous le confirmer (schéma 15). Il est évident que l'approche de Lanzarotti est très intéressante en ce qui a trait à notre sujet de recherche et pourrait être utilisée comme modèle théorique de base. De plus, comme le mentionne Talha, une synthèse entre les deux conceptions issues de la théorie de la régulation est possible et même souhaitable. Ainsi donc, malgré que nous pourrions utiliser la notion de régime d'accumulation comme base théorique et conceptuelle, nous

---

[170]Talha, Larbi. Ibidem, p.456.
[171]Talha, Larbi. Ibid., p. 456.
[172]Norel, Philippe. Problèmes du développement économique, Seuil, Paris, 1997, p.71-72.

pourrions également utiliser la notion de rapport salarial pour effectuer un lien direct avec le *mouvement syndical* qui est le cœur de notre objet d'étude.

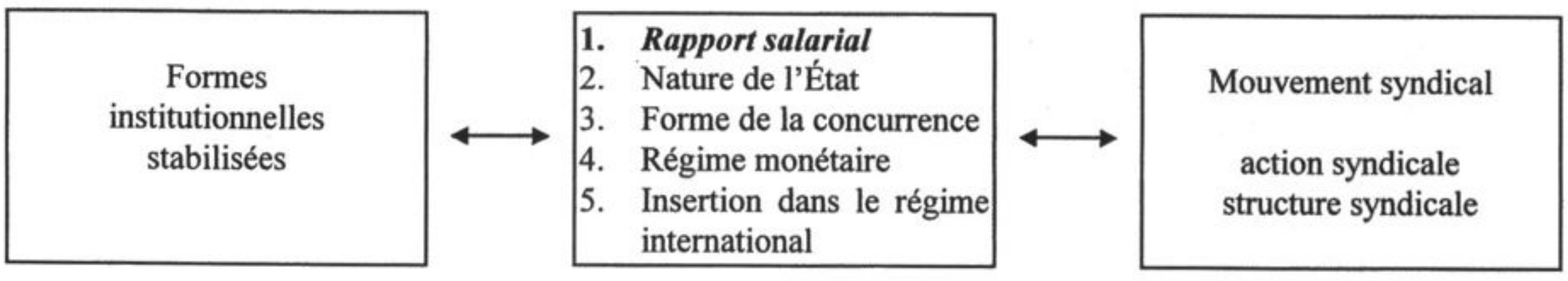
Rapport salarial - mouvement syndical

Tel que nous venons de le mentionner, un lien peut être fait entre rapport salarial et *mouvement syndical*. En effet, comme le soutient Billaudot, on peut voir «le rapport salarial comme mise en rapport des salariés avec n'importe quel employeur. Il s'agit d'étudier la constitution des acteurs sociaux et de leurs relations, comme un passage de l'individuel au collectif».[173] Il ne s'agit pas ici d'une définition intégrale du rapport salarial, mais plutôt une de ses dimensions.

> Sans réduire le rapport salarial à cette transformation d'une population en un ensemble classé et hiérarchisé de qualifications professionnelles reconnues par les employeurs, la conclusion commune qui s'impose à cette étape est que c'en est au moins l'une des dimensions.[174]

Sachant que le rapport salarial est l'une des composantes des formes institutionnelles issues de la théorie de la régulation, il est plausible d'effectuer une relation entre le rapport salarial et le *mouvement syndical* qui est une des facettes de ce dernier (schéma 15).

Schéma 15. Lien entre formes institutionnelles et mouvement syndical :

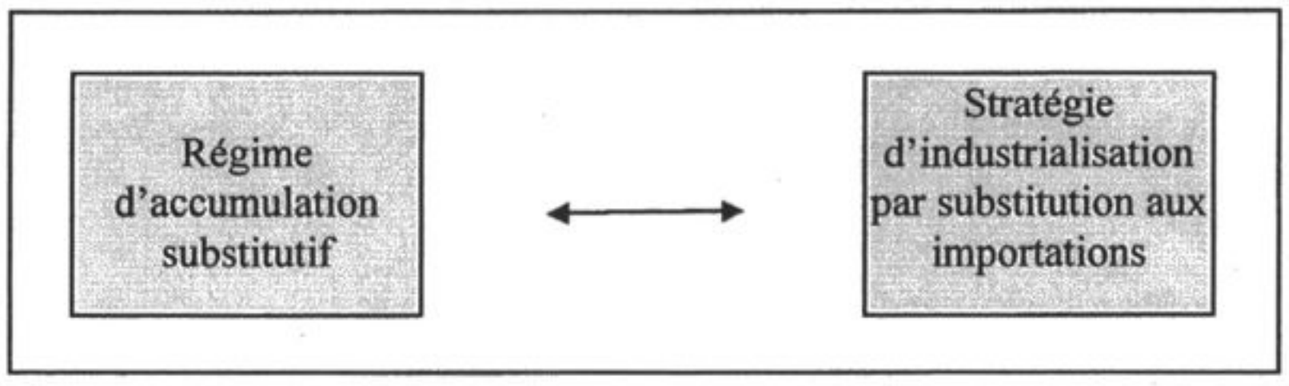


[173]Billaudot, Bernard. Ibidem, p.81.
[174]Billaudot, Bernard. Ibid., p.83.

Régime d'accumulation - stratégie d'industrialisation

En ce qui a trait à la relation entre la notion de régime d'accumulation et celle de stratégie d'industrialisation, la littérature établie des liens directs entre ces deux concepts. En effet, la littérature fait état d'un lien étroit entre le régime d'accumulation substitutif et la *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations* qui «consiste, non à obtenir les biens d'équipements via l'échange international, mais à tenter le plus possible de les produire».[175] Lanzarotti fait état d'un régime d'accumulation substitutif lorsque «l'approvisionnement se fait principalement par un accroissement progressif de la part de la production et de la technologie locales dans l'offre des biens d'équipement».[176] Ainsi nous avons créé un lien entre régime d'accumulation substitutif et *stratégie d'industrialisation par substitution aux importations*, qui pourrait nous servir dans une recherche ultérieure.

Schéma 16. Lien entre régime d'accumulation et stratégie d'industrialisation :[177]



[175]Norel, Philippe. Ibidem, p.72.
[176]Lanzarotti, Mario. La Corée du sud : une sortie du sous-développement, Presses Universitaires de France, Paris, 1992, p.183.
[177]Interprétation de Philippe Norel.

Dans sa conception de la dialectique action-structure (volontarisme-déterminisme), la théorie de la régulation considère que les éléments structurants contraignent et habilitent l'action et qu'inversement, l'action produit et reproduit des structures, ceci étant le résultat d'une grande interaction entre les deux perspectives (action/structures). Dans ce cas, il y a un rejet de l'idée d'un déterminisme absolu sans pour autant prétendre que le volontarisme détermine tout.

Par ailleurs, comme le mentionne Théret, la théorie de la régulation fait «appel à l'interdisciplinarité et donne une place primordiale à l'histoire, au jeu des institutions et aux stratégies des acteurs sociaux dans l'analyse des régimes de croissance et des modes de développement nationaux».[178] De plus, elle «récuse l'universalisme normatif abstrait, mais ne se contente pas pour autant du relativisme culturaliste; elle attache à la construction de catégories théoriques permettant de saisir à la fois ce qui est comparable et ce qui est incomparable entre différentes périodes historiques et différents espaces politico-économiques».[179]

Ainsi, nous croyons que la théorie de la régulation pourrait certainement apporter d'autres facettes intéressantes à l'étude que nous avons effectuée. D'ailleurs, comme Hammouda le dit si bien : la théorie de la régulation en analysant les conditions de cohérence et de stabilité des procès d'accumulation nous paraît d'un grand apport à l'étude des problèmes du développement.[180]

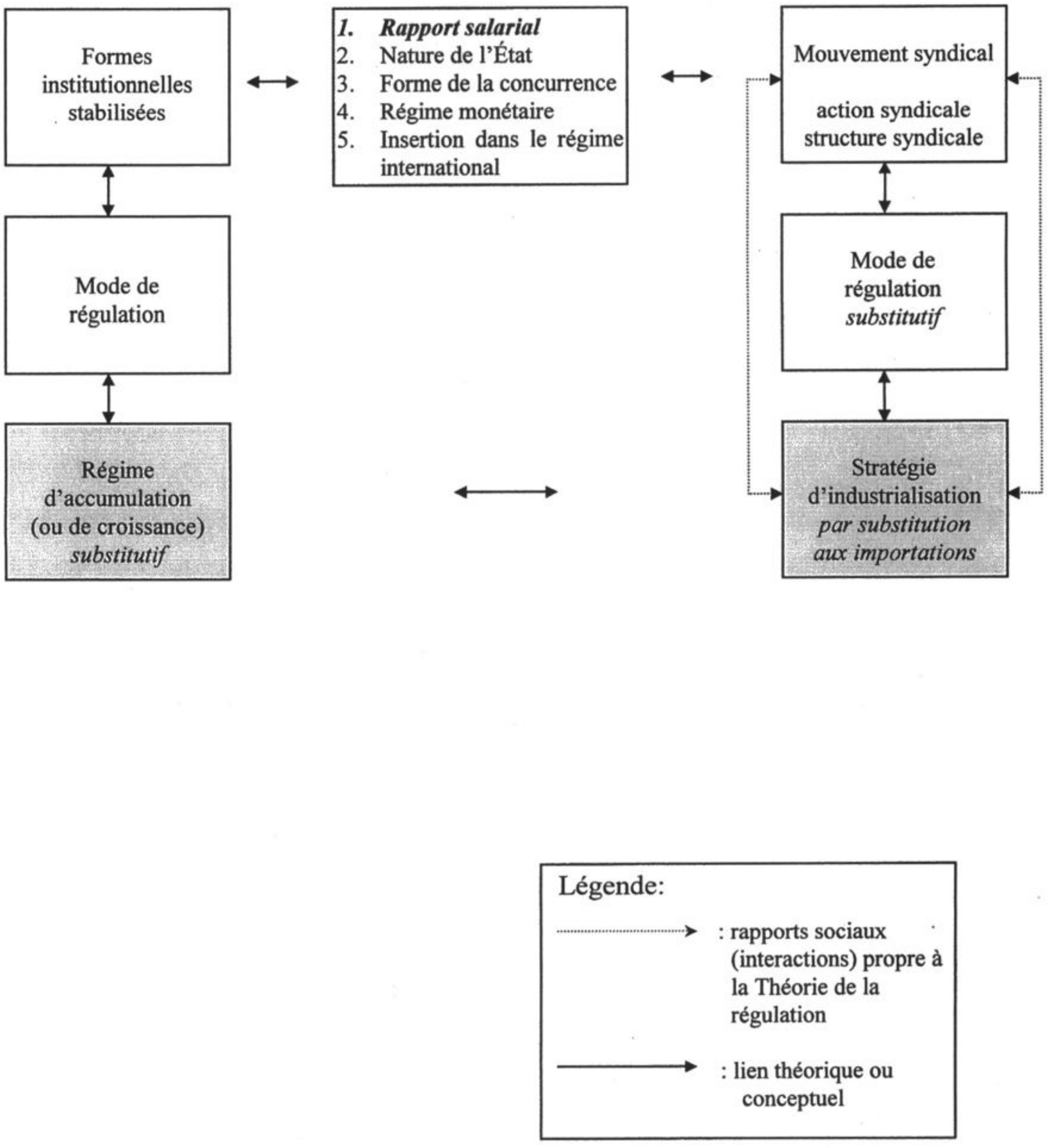
Cependant, malgré qu'il appert à première vue que la théorie de la régulation soit un outil théorique qui pourrait expliquer la déviation que nous avons observée dans notre recherche concernant le lien direct entre les stratégies d'industrialisation dans les pays du

---

[178]Théret, Bruno. Ibidem, p. 187.
[179]Théret, Bruno. Ibid., p. 187-188.
[179] Hammouda, Hakim Ben. Ibidem, p. 30.

Tiers-Monde et une politique anti-syndicale, nous devons tout de même préciser que la théorie de la régulation possède des faiblesses qui lui sont propres et dont nous devons tenir pour compte. En effet, la grande majorité des études régulationnistes a été effectuée dans des contextes occidentaux où l'on considère comme postulat de départ que l'aspect et les réalités politiques sont subordonnés à l'emprise du secteur économique et dont le niveau d'interdépendance est énorme. Cependant, la réalité des pays du Tiers-Monde de cette époque est tout autre, et le secteur politique est encore très fort et indépendant du secteur économique. Il ne faut pas oublier que notre étude se situe exactement dans ce contexte (Brésil 1930-1968). La théorie de la régulation semble reposer sur l'idée que le politique ne répond essentiellement qu'aux phénomènes économiques et serait ainsi sous-jacent au secteur économique. La composition et l'essence même de la théorie de la régulation considère qu'à un niveau inférieur, toute l'implication politique et ses outils, semblent incapables de cerner, ou du moins cernent difficilement, toutes autres réalités non-économiques. Il s'agit d'une difficulté présente dans notre sujet de recherche à laquelle la théorie de la régulation devrait être prudente. Tout de même, la théorie de la régulation semble être plausible pour une recherche future dont nous avons développé le cadre conceptuel (schéma 17).

Schéma 17. Application théorique au cadre conceptuel :



Glossaire

Action syndicale :

Par action syndicale, on sous-entend deux niveaux d'activité ; celui d'agent de revendications professionnelles et celui d'agent de transformation sociale.

Industrialisation par substitution aux importations :
Stratégie qui assure un développement équilibré où la production nationale satisfait progressivement la demande interne en remplaçant les importations. (Brasseul, 89)

Industrialisation par promotion des exportations :

Stratégie par laquelle on remplace les exportations de produits primaires par des exportations de produits non traditionnels comme les produits manufacturés et semi-manufacturés ou des produits primaires élaborés. (Meier, 84)

Mouvement ouvrier :

Ensemble des activités organisées ou spontanées qui expriment les aspirations des travailleurs et cherchent à les réaliser. (Dion, 1976)

Mouvement syndical :

Ensemble des groupements ouvriers qui ont pour objet principal la protection des intérêts professionnels des travailleurs. (Dion, 1976)

Structure syndicale :

Par structure syndicale, on sous-entend la structure organisationnelle ainsi que la structure juridique.

Annexe

Présidents du Brésil

1910-1914	Hermes da Fonseca
1914-1918	Venceslau Brás Pereira Gomes
1918-1919	Delfim Moreira da Costa Ribeiro
1919-1922	Epitácio da Silva Pessôa
1922-1926	Artur da Silva Bernardes
1926-1930	Washington Luís Pereira de Sousa
1930-1945	Getúlio Dornelles Vargas
1945-1946	José Linhares
1946-1951	Eurico Gaspar Dutra
1951-1954	Getúlio Dornelles Vargas
1954-1955	João Café Filho
1955	Carlos Coimbra da Luz
1955-1956	Nereu Ramos
1956-1961	Jusceno Kubitschek de Oliveria
1961	Jânio da Silva Quadros
1961-1964	João B. M. Goulart
1964-1967	Humberto de Alencar Castello Branco
1967-1969	Artur da Costa e Silva
1969	Augusto Hamann Rademaker Gruenewald
1969-1974	Emílio Garrastazú Médici

Bibliographie

Brésil:

ALBA, Victor. Politics and the Labor Movement in Latin America, Stanford University Press, Stanford, 1968.

BAER, Werner. *Import Substitution and Industrialization in Latin America: Experiences and Interpretations*, dans Latin American Research Review, Vol. 7, No. 1, Spring 1972, p.95-122.

BRASSEUL, Jacques. *L'internationalisation de l'industrie brésilienne depuis 1964*, dans Problèmes d'Amérique latine, No. 65, 1982, p.81-104.

CHILCOTE, Ronald H. The Brazilian Communist Party: Conflict and Integration, 1922-1972, Oxford University Press, New York, 1974.

COLLIER, Ruth Berins et David COLLIER. Shaping the Political Arena. Critical Junctures, the Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America, Princeton, Princeton University Press, 1991.

DONGHI, Tulio Halperin. Histoire contemporaine de l'Amérique latine, Payot, France, 1972.

DULLES, John W. F. Anarchists and Communists in Brazil, 1900-1935, University of Texas Press, Austin, 1973.

GEREFFI, Gary. *Paths of Industrialization : An Overview* dans GEREFFI, Gary et Donald WYMAN (eds). Manufacturing Miracles: Path of Industrialization in Latin America and East Asia, Princeton University Press, 1990.

GREENFIELD, Gerald Michael, *Brazil* dans Latin American Labor Organization, Greenwood Press, New York, 1987, p.63-128.

HARDING, Timothy F. The Political History of Organized Labor in Brazil, Ph.D. Thesis, Hispanic-American Studies, Standford University, 1973.

IANNI, Octavio. Crisis in Brazil, New York, 1970.

MAHON, James E. *Stratégies d'industrialisation entre l'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est*, dans Problèmes économiques, no. 2299, nov. 1992, p.8-18.

MOREIRA ALVES, Maria Helena, *Trade Unions in Brazil : A Search for Autonomy and Organization* dans Labor Autonomy and the State in Lation America, Unwin Hyman, Boston, p. 39-72.

SANDERS, Thomas G. *Brazil's Labor Unions*, dans American Universities Field Staff Reports, No. 48, 1981.

SCHLAGHECK, James L. The Political, Economic, and Labor Climate in Brazil, University of Pennsylvania, Philadelphia, 1977.

SKIDMORE, Thomas E. et Peter H. SMITH. Modern Latin America, Oxford University Press, New York, 1992.

SPALDING, Hobart A. Jr. Organized Labor in Latin America: Historical Case Studies of Workers in Dependent Societies, New York University Press, New York, 1977.

TOURAINE, Alain. *L'évolution du syndicalisme en Amérique latine*, dans Revue française de sociologie, Vol. 29, No. 1, 1988, p.117-142.

Méthodologie et théories:

ABRAMS, Philip. Historical Sociology, Somerset, Open Books, 1982.

AGLIETTA, Michel. Régulation et crises du capitalisme, Éditions Odile Jacob, Paris, 1997.

BALASSA, Bela. Les nouveaux pays industrialisés dans l'économie mondiale, Economica, Paris, 1986.

BEITONE, Alain, Christine DOLLO, Jean-Pierre GUIDONI et Alain LEGARDEZ. Dictionnaire des sciences économiques, Armand Collin, Collection Cursus, Paris, 1991.

BIDET, Jacques et Jacques TEXIER. Théorie de la régulation. Théorie des conventions, Actuel Marx, Presses Universitaires de France, 1995.

BILLAUDOT, Bernard. L'accumulation intensive du capital, Ph. D. Thèse, Paris I, 1977.

BILLAUDOT, Bernard. L'ordre économique de la société moderne: un réexamen de la théorie de la régulation. Éditions L'Harmattan, Paris, 1996.

BOYER, Robert. La théorie de la régulation: une analyse critique, Agalma, La Découverte, Paris, 1986.

BOYER, Robert. *Une contribution au renouveau d'une économie institutionnaliste: La théorie de la régulation dans les années 1990*. dans Théorie de la régulation. Théorie des conventions, Actuel Marx, Presses Universitaires de France, 1995

BOYER, Robert. *Une enfance difficile mais prometteuse*, dans Problèmes économiques, No. 1.984, 23 juillet 1986.

BRASSEUL, Jacques. Introduction à l'économie du développement, Armand Colin, Cursus, Paris, 1989.

BRASSEUL, Jacques. Les nouveaux pays industrialisés et l'industrialisation du tiers monde, Armand Colin, Cursus, Paris, 1993.

BRÉMOND, J. et A. GÉLÉDAN. Dictionnaire des théories et mécanismes économiques, Hatier, Paris, 1984.

BRÉMOND, J. A. GÉLÉDAN. Dictionnaire économique et social, Hatier, Collection J. Bremond, Paris, 1990.

DESLAURIERS, Jean-Pierre. Recherche qualitative: Guide pratique, McGraw-Hill Éditeurs, Collection Théma, Montréal, 1991.

DION, Gérard. Dictionnaire canadien des relations du travail, Presses de l'Université Laval, 1976.

GEREFFI, Gary. *Development Strategies and the Global Factory*, dans The Annals of the American Academy of Political and Social Science, sept. 1989, p.92-104.

GRELLET, Gérard. Structures et stratégies du développement économique, Thémis, Presses Universitaires de France, 1986.

HAGGARD, Stephan. Pathways from the Periphery: The Politics of Growth in the Newly Industrializing Countries, Cornell University Press, London, 1990.

HAMMOUDA, Hakim Ben. *Théories de la régulation et développement : la formation du sous-développement au Burundi*, dans Africa Development, Vol XIX, No. 3, 1994, p.27-44.

JACQUEMOT, Pierre et Marc RAFFINOT. Accumulation et développement: dix études sur les économies du Tiers-Monde, L'Harmattan, Paris, 1985.

LANZAROTTI, Mario. La Corée du sud: une sortie du sous-développement, Presses Universitaires de France, Paris, 1992.

LIPIETZ, Alain. Mirages et miracles. Problèmes de l'industrialisation dans le tiers monde, La Découverte, Paris, 1986.

NOREL, Philippe. Problèmes du développement économique, Seuil, Paris, 1997, 93 pages.

OMINAMI, Carlos. Le tiers monde dans la crise, 1986.

TALHA, Larbi. *Théorie de la régulation et développement*, dans Robert BOYER et Yves SAILLARD, Théorie de la régulation: L'état des savoirs, Éditions La Découverte, Collection Recherches, Paris, 1995, p.452-458.

THÉRET, Bruno. *Méthodologie des comparaisons internationales, approches de l'effet sociétal et de la régulation: fondements pour une lecture structuraliste des systèmes nationaux de protection sociale*, dans L'Année de la régulation, Vol. 1, 1997, p. 63-228.

YIN, Robert K. *The Abridged Version of Case Study Research Design and Mehod*, dans Bickman, Leonard et Debra J. Rog (eds). Handbook of Applied Social Research Methods, Sage Publications, Inc. Thousand Oaks, 1998.

ZANTMAN, Alain. Le Tiers-Monde: Les stratégies de développement à l'épreuve des faits..., Hatier, Collection J. Brémond, Paris, 1990.

Index

A

action syndicale.....11, 13, 91, 109
agent(s)
économiques 20, 57
revendications professionnelles13, 109
transformation sociale.....13, 109
Aliança Nacional Libertadora (ANL) .. 6, 67
Almino Afonso 83
Amérique latine ... 11, 13, 49, 51, 55, 59, 69, 111, 112
analyse socio-historique.....38, 87
anarchiste 62, 64, 65
anarcho-syndicalistes 62
anti-syndicale 26, 41, 63
approche
régulationniste.....102
socio-historique.....38
Argentine 84
Artur da Silva Bernardes.....48, 110

B

balance
commerciale.....24, 28, 78, 79
de paiement.....55, 56
des paiements.....58, 59
Banco Nacional de Desenvolvimento Económico (BNDE)..... 6, 56, 90
Banque mondiale..... 20
Barroso 77
Boyer 20, 102
Brizola..... 83

C

capitalisme 10, 20, 24, 51, 101, 102, 113
Carlos Coimbra da Luz 93, 110
Carta del lavoro..... 68
Carvalho Pinto 81
Castello Branco 51, 110
centre..... 10, 21, 22, 32
centre-périphérie 10, 20
Code
Civil..... 63
de sécurité sociale 81
du travail 56, 76, 91, 96, 97
Comando General dos Trabalhardores (CGT)..... 6, 82, 96
commerce international..... 52
Commission du salaire minimum 80
Commission Économique des Nations-Unies pour l'Amérique Latine (CÉPAL) 20, 21, 46, 53
communiste 49, 64, 65, 67, 71, 81, 97

Confederação Nacional dos Trabalhadores Agrícolas (CONTAG) 96
confédération 66, 83, 88, 95
Confédération des travailleurs brésiliens (COB) 6, 63
Conférence syndicale nationale 78
Congrès 48, 49, 50, 62, 63, 81, 83
national des travailleurs 62
Conseil National du Pétrole 56
Consolidação das Leis do Trabalho 6, 94
Consolidation des lois du travail ..68, 94
Constitution 63, 66, 68, 70
Corée du Sud.....103
corporatisme 56, 63, 65, 88, 94, 95
syndical 88
Costa e Silva 48, 50, 51, 93, 110
Cour Suprême de Justice 50
crise de 1929 52

D

Departamento Intersindical de Estatística e Estudos Sócio-Econômicos (DIEESE) 6, 75
dette étrangère.....67
Deuxième République 50
dévaluation monétaire.....28, 34
développement industriel . 10, 11, 12, 19, 21, 25, 26, 36, 38, 39, 41, 59, 63, 91, 96, 100
Développementaliste..... 20
devises..... 24, 28, 52, 79
Diaz-Alejandro..... 20
division internationale du travail . 21, 34, 53
doctrine mercantiliste..... 22
Don Pedro II..... 47
Don Perdro I..... 47
droits de douane 55

E

échange inégal..... 10, 22
école
de la régulation..... 20
libérale..... 10
marxiste..... 10
structuraliste..... 21
économie(s)
primaire extravertie..... 21, 22, 52
sous-développées 102
Église..... 62
Emmanuel 20
Espagne 62
Estado Novo..... 49, 68, 69, 88, 94, 95
États-Unis..... 47, 50, 83

Eurico Gaspar Dutra .50, 70, 71, 88, 110
Europe.....51

F

F.M.I. 20
fédération 66, 88, 95
régionale de travailleurs.....62
Fernando Collor de Mello.....51
Fernando Henrique Cardoso 51
Figueiredo 51
Floriano Peixoto 48
Fond Monétaire International 79
Frank.....20
Furtado.....20

G

Geisel 51
Général Humberto Castello Branco ... 51, 110
Général Manuel Deodoro Fonseca47, 48, 110
Getulio Dornelles Vargas. 49, 50, 52, 53, 54, 56, 64, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 75, 89, 91, 94, 110
gouvernement militaire 51, 84
Grande Dépression.....52
grève... 49, 50, 62, 64, 69, 70, 71, 74, 75, 76, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 91, 96, 97
Guerre de Corée 56

H

Harod..... 20
Hermes Fonseca 47, 48, 110
Hirschmann 20

I

idéologie anarchiste..... 62
imposto syndical 97
indexation..... 58
industrialisation
par substitution aux importations... 12, 56
inflation54, 58, 63, 69, 71, 73, 75, 80, 82, 83, 84, 90
inflationniste 72, 78, 81, 89, 90
intensité capitalistique..... 30
Internationale communiste 71
investissement 24, 25, 59
Italie 62
Itamar Franco 51

J

Jânio da Silva Quadros50, 77, 79, 82, 93, 110

João Belchoir Marquas Goulart ... 50, 51, 72, 75, 78, 79, 82, 83, 89, 91, 110

João Café Filho 50, 93, 110

José Linhares 50, 93, 110

José Sarney 51

Julios Prestes.....49, 70, 95

Juscelino Kubitscheck 50

K

Keynes 20

L

Lei de Sindicalização 94

Lénine 20

licences d'importation 25, 55

Lindolfo Boeckle Collor 51, 64

Lipietz 20, 32

List 20

loi

de l'échange inégal 22

de la sécurité nationale.....68

des deux-tiers 65

martiale 49

Luis Carlos Prestes 49, 70, 95

Luxembourg.....20

M

main-d'œuvre..... 26, 28, 41

Manuel Ferraz de Campos Salles..... 48

Marx..... 20, 113

Médici 51, 110

mesures protectionnistes 25

Minas Gerais 50

Ministère du travail64, 66, 68, 70, 81, 88, 94, 97

miracle brésilien..... 59

mono

Mono-économisme interventionniste 20

Mono-économisme libéral 20

Mono-économisme marxien 20

mouvement syndical 1, 8, 11, 12, 13, 19, 26, 38, 41, 54, 56, 62, 64, 66, 67, 68, 69, 70, 73, 74, 75, 76, 82, 84, 87, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 100, 102, 104

Movimento de Unificação dos Trabalhadores (MUT) 6, 70, 95

multinationale 18, 20

Mussolini..... 69

N

néo-libéraux 44

Néo-marxistes 20, 44

O

Ominami 20, 103, 114
organisations syndicales .. 54, 62, 63, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 74, 75, 76, 77, 87, 88, 90, 94, 95, 96, 97

P

Pacto de Unidade Intersindical (PUI) .. 6, 76, 81
Palloix 20
Parti communiste PCB. 6, 67, 70, 71, 82, 95
Partido Trabalhista Brasileiro (PTB) ... 6, 70, 71, 72, 82, 89
pays
  développés 22, 46
  en voie de développement 11, 21
  industrialisés 10, 21, 30, 59, 113
  riches 46
  sous-développés 10
Pedro Alvares Cabral 47
période
  du fascisme-corporatiste 91
  du populisme 91
  militariste 92
périphérie 21, 22, 25
Perroux 20
Pétrobas 56
politique anti-syndicale 26, 41, 100, 101, 107
populisme 52, 53, 82, 89
port de Santos 62
Portugal 47, 62
pouvoir
  civil 51
  militaire 51, 84
Prebish 46
Première Guerre mondiale 52
Première République 47
primaire extravertie 7, 22, 23, 51
productivité 10, 23, 29, 31, 34, 35
protectionnisme 18
Prudente José de Moraes Baros 48

R

Ranis 11, 20
rapport salarial 103, 104
réforme agraire 18, 67, 78
régime
  de développement 101
  militaire 53, 97
restrictions douanières 24
revendications sociales 26, 41
revenu 23, 29, 31, 32, 35, 46, 59
Révolution russe 64
Ricardo 20

Rio de Janeiro 80
Roberto de Oliveira Campos 48, 90
Roberto Gusmão 81
Rostow 20

S

salaire 7, 8, 10, 23, 29, 31, 32, 34, 54, 59, 63, 69, 73, 74, 78, 79, 90
minimum 70, 71, 72, 74, 75, 76, 78, 79, 83
réel 7, 8, 54, 59, 63, 69, 73, 74, 75, 79, 84, 90
salariales ...59, 62, 75, 76, 81, 89, 90, 97
Salvador Lossaco 78
São Paulo ..48, 50, 62, 64, 76, 78, 80, 81
Servicio de Estatística da Providência e Trabalho (SEPT) 6, 75
Smith.....20, 47, 48, 49, 50, 51
socialiste 65
sous-développement 10, 32, 102, 103, 105, 114
stratégie d'industrialisation par promotion des exportations . 7, 21, 26, 30, 32, 34, 35, 36
substitution aux importations.....12
substitution aux importations (ISI) 1, 6, 7, 11, 12, 13, 14, 17, 21, 24, 25, 26, 28, 30, 31, 32, 36, 38, 39, 41, 46, 52, 54, 55, 56, 57, 59, 60, 64, 73, 87, 90, 91, 92, 100, 101, 105
stratégies de développement du Tiers-Monde 10, 36
structuraliste..... 12, 20, 21, 24, 25, 115
structure syndicale.... 11, 13, 63, 96, 109
surévaluation du change..... 25
syndicalisme... 39, 60, 61, 64, 69, 71, 73, 84, 87, 89, 91, 94, 100, 112
syndicat 13, 64, 66, 67, 69, 75, 77, 81, 89, 95
système
d'accumulation..... 18
de décisions..... 18
de répartition 18
économique 18
mondial 10

T

Tancredo Neves..... 51
tarifs douaniers..... 24, 28
taux de change..... 55
taux de douanes..... 25
Tavares..... 20
taxes douanières..... 24
Teixeira Lott..... 76, 77
théorème Heckscher-Ohlin-Samuelson 32
théorie de

crises 103
la régulation . 101, 102, 103, 104, 106, 113
protectionnisme éducateur 20
théorie de Trickle-down.....58
Théorie de l'exploitation.....20
la diffusion internationale du capitalisme 20
Tiers-Monde7, 10, 13, 16, 17, 18, 20, 25, 41, 46, 107, 114, 115
transnationales..... 57
Tribunal régional du travail..... 77

U

UDN 6, 71
uniçidade sindical..... 94

V

Volta Redonda 56

W

Washington Luiz Pereira de Souza 49
Wenceslau Braz Pereira Gomes. 48, 110